

PROSPER

18

ECOLOGIE / DISTRIBUTISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

*Adieu
aux profits
monétaires*

expérience et société

- *Relocalisation, mode d'emploi*
- *La décroissance est une affaire trop grave pour la confier aux écolos*
- ***La frime anti-capitaliste***
- *Libérer le Marché
des profits monétaires*
- *Expérimenter ou expériencier ?*

Les campagnes présidentielle et législative 2007 ont à nouveau permis d'observer la mise aux enchères de produits électoraux (programmes et majorités).

Avoir le nez sur le guidon des sondages, multiplier les propositions qui ratissent le plus large possible, séduire, donc, et torpiller les séducteurs rivaux, tout cela est-il bien « politique » ? Difficile de dire non puisque la politique, dans la conception actuelle de la démocratie, consiste avant tout à conquérir des clientèles !

La politique peut-elle devenir autre chose qu'un commerce ? Un marché où le plus concurrentiel (démagogique) l'emporte ? Dans ce cas, « autre chose », ce serait quoi ?

*Pour PROSPER
SE FAIT « politique »,
doit SE PENSER comme « politique »,
toute conduite ou institution qui vise
la maîtrise que les usagers ont de leurs usages¹.*

*Cette hypothèse est celle de l'usologie politique.
Elle implique*

*1. de sortir du système dit capitaliste, ou libéral, défini par la redistribution des profits monétaires qui commandent la création et la mise en vente des produits et services qui rapportent le plus.
La première partie de ce cahier montre comment.*

*Mais elle exige, dans le même mouvement,
si on ne veut pas retomber dans le planisme d'Etat
2. que les projets soient décidés autrement qu'à la majorité, et donc d'en finir avec la confiscation de la démocratie par les fabricants de majorités.
Un tel mode de décision impose que tout projet soit conçu comme une expérience à laquelle on puisse renoncer à tout moment.
La seconde partie du cahier y introduit.*

La réflexion se poursuivra dans PROSPER 19.

¹ La distinction entre usages et besoins sera à nouveau traitée dans le cours de ce cahier. Rappelons que les usages et leur maîtrise ont une longue histoire, qui commence par la défense de leurs territoires, des représentations ou croyances qui leur sont associées, la délégation de cette défense à des rois, des tyrans, des Etats, enfin à des puissances d'argent dont le centre est partout et la circonférence nulle part. Dans le cadre de la démocratie telle qu'elle est aujourd'hui encore pensée, cette maîtrise est donc définitivement empêchée par l'obligation à laquelle ces puissances sont soumises, à savoir la croissance de leurs profits monétaires, laquelle, à travers les produits et services les plus rentables, définit des territoires d'usages auxquels sont annexés de force des usagers. Cette annexion est-elle la fin de l'histoire ?

Deux colères et... *un manifeste*



Une improbable union, dite anti-libérale ou alter-mondialiste, s'est formée autour de la victoire du NON² au référendum d'Avril 2005. Elle multiplie les protestations et dénonciations brillantes. Mais sur quoi compte-t-elle au final pour « changer » ? Sur le libéralisme lui-même, auquel elle enjoint de faire de la redistribution plus juste et de la planète plus propre.

Quoi, la justice, vous êtes contre ?

Vous ne sauriez... Mais on redistribuera quoi ? Leurs sales profits, bien sûr !

Il faudra donc continuer d'en faire ? Estampillés « plus justes » ils en deviendront tout à coup miraculeusement propres ?

Le *communicant* anti-libéral et/ou alter-mondialiste, soucieux de retenir la mouvance écolo, a, reconnaissions-le, augmenté le rayon de conscience des « gens » en y introduisant du Nord, du Sud et de la planète déglinguée... Merci ! De là à concevoir une action globale qui bouleverserait son image de « l'action »... Vous n'y pensez pas ? « Les gens » ne le suivraient plus ! Son boulot, c'est, dit-il fière-

ment, « le terrain des luttes », et ses comparses du moment en sont tout aussi convaincus. Un terrain où des revendications en croisent d'autres, et d'autres encore, qui débouchent sur des manifs qu'on sait faire, contre les patrons ou l'Etat, bref contre papa-maman sans quitter la maison. Puisque d'autre maison il n'y a ni ne saurait y avoir. C'est ça l'*altérisme*.

Le boulot de M. le Communicant alter/anti est donc comparable à celui de l'infirmier, ô combien noble, pénible, toujours à recommencer, et pour cause, puisque ses soins permettent au système et ses addictions de se perpétuer. En fait il travaille, comme n'importe quel soutien du libéralisme, à étouffer les désirs de changement. Il les étouffe sous des tonnes de scandales et d'abus et des promesses de gestion enfin justes, morales, pures. Il scie la branche capitaliste et la soutient aussi, par divers étais et ficelles de gros bon sens et très inventifs, qui vous offrent des revanches de rêve.

² Qui pose qu'elle l'a gagnée toute seule, comme tel Parti communiste, après la Guerre, avait été la Résistance à lui tout seul.

Deuxième colère, contre ceux qui, devant l'urgence de diminuer l'empreinte écologique, ont tiré la sonnette d'alarme et montré qu'il faut faire de la décroissance plutôt que de la croissance, et proposent donc que « chacun » réduise volontairement sa part du gâteau.

Cette même sonnette, ceux qui savent ce que « croissance » veut dire (croissance monétaire) n'ont pas manqué de l'entendre ! Car si tout un chacun tout à coup diminue sa consommation (« grève de la conso !! ») le système s'écroule, et les anti et alter aussi, qui s'appuient dessus. Si les profits monétaires liés à la surconsommation décroissent trop (c'est déjà ce qui se produit et la raison du succès des coups en bourse et produits financiers), leur redistribution par l'Etat, via les taxes et impôts, ne fonctionne plus, et votre petit RMI lui-même cesse d'être assuré.

Il faut bien quand même faire quelque chose ?

On a vite trouvé : la crise écologique !! Une aubaine pour terroriser les peuples. Et un formidable argument de vente. Observez les industriels sondant le gisement de profits à tirer de produits en principe plus économies en énergie et matériaux. Grâce auxquels ils vous conserveront votre cher aujourd'hui, sauf que les autos, les maisons, l'énergie, seront (plus) propres. Et taxés autant qu'on pourra sans (trop) ralentir une consommation que ses brevets d'écologie ne devront pas, surtout pas, empêcher de croître et d'embellir (monétirement, mais faut-il préciser ?).

Qui seront les premiers clients ? Ceux qui ont déjà suffisamment d'aisance pour quitter un immeuble bouffeur d'énergie et acheter une datcha écolo dernier cri, avec toiture assortie et une éolienne dans le parc pour faire du vent. Ils afficheront aussi un 4x4 à hydrogène (puisque à l'hydrogène on ne peut faire plus mince). Certains auront même assez de santé et de caractère pour le conduire en culottes courtes et pieds nus. Je les entends déjà pratiquer dans les salons, entre deux plateaux de petits-fours bio, le « plus décroissant que moi tu meurs » en vogue chez leurs aînés, décroissancistes équitables. Fouetté ou captivé par le néo-luxe, le petit peuple suivra, désirera, et en redemandera - puisqu'il n'y aura plus que ça à produire (ô emploi !), acheter en masse et concurrentiellement, comme devant.

Bref : les profits écolos laveront la planète plus propre ! Et les cerveaux plus nuls.

Evoquant cette joyeuse perspective devant C., qui avait fini par admettre que la croissance matérielle était liée à la nécessité de faire croître les profits monétaires, il en est tout rasséréné. Eh bien tu vois ! Les profits, t'es contre, mais yakça. Et quand un concurrent plus écolo-malin que lui captera son marché ? Il fera quoi ? Il restructurera bio ? Enterrera ses salariés ? Et vendra aux orphelins un chouette truc pour récupérer le méthane de papa ? Oh, n'exagère pas !

Attention ! Les temps sont favorables à une reconversion du capitalisme en capitalisme écolo et même à l'institution d'une écologie d'Etat mondialisée, mussolinienne ou hitlérienne (les profits patronaux confisqués par une Cause qui verra des ennemis partout).

Comment l'éviter ? **PROSPER** y a pensé, et risqué un manifeste, qu'il n'a pas manqué de compléter, c'est une manie chez lui, d'un mode d'emploi.

*Le manifeste ? Page en face...
Le mode d'emploi occupe le reste du cahier.*

une nouvelle stratégie

L'engagement personnel et les actions collectives des écologistes, leur action morale, ont été et restent exemplaires.

C'est leur honneur et c'est leur misère.

Ils ne concernent en effet et ne concerteront jamais plus de 15 % d'électeurs.

Les autres ont des soucis bien plus immédiats, liés à la dégradation de leurs moyens de subsistance et à la régression du service public. Ils sont pourtant, eux aussi, impliqués dans la destruction de la planète. Comment les faire participer à une action positive ?

Par un projet qui ne fasse plus dépendre leur avenir des performances douteuses de l'économie libérale.

Le fait est désormais reconnu et bien établi : cette économie, où la survie des entreprises dépend de profits monétaires croissants, détruira toujours plus rapidement notre milieu.

De cette économie, nous dépendons tous et travaillons donc tous à notre propre perte.

Quelles que soient la générosité et l'habileté de ses gestionnaires, ils participent aux misères et dysfonctionnements qu'ils prétendent combattre.

Il nous faut donc aujourd'hui convaincre non plus 15% d'électeurs mais l'ensemble des peuples que la guerre économique (lisez libéralisme) est contre-productive en matière d'emploi, de revenus, de retraite, de sécurité, d'immigration, de relocation et de solidarité.

Or nous avons aujourd'hui largement les moyens de donner à l'ensemble des usagers,

des moyens de vivre garantis
non plus (et très mal !) par la redistribution des profits monétaires mais par la réalité même des produits et services disponibles sans qu'ils aient à subir l'épreuve de la concurrence commerciale (sans devoir en faire aucun profit monétaire sur un marché aléatoire).

Seul un revenu garanti sur cette base, relocalisera la production, rendra aux peuples la maîtrise de leurs usages, sauvera la planète du désastre et les démocraties des intérêts de classes.

Les tranchées, c'est fini

Tout avait bien commencé, par un mot qualifié, pour excuser son inanité conceptuelle, de « mot obus » : la décroissance. C'était juste un peu avant que les enquêtes scientifiques commandées depuis une vingtaine d'années partout dans le monde montent tout à coup à la surface médiatique et provoquent un cri d'alarme général.

« Inanité conceptuelle » pourquoi ?

Le concept de décroissance est instable. Il désigne deux choses : (1) la croissance matérielle, liée à l'impératif (2) d'une autre croissance, celle des profits monétaires. Il pense d'une manière séparée faire de la décroissance et faire de la croissance, alors qu'il suffit d'un peu de recul pour voir qu'on ne peut protéger la planète dans une économie comme la nôtre, destructrice « par construction », du seul fait qu'elle doit dépenser toujours plus de ressources naturelles et humaines pour faire croître les profits monétaires à n'importe quel prix social et écologique.³

« Objecteurs de croissance » suffit ?

« Objecteurs de croissance » réserve l'avenir, prépare à une prise de conscience des réalités économiques et financières que je viens de dire. C'est le titre que j'aurais aimé voir conserver quand nous avons commencé à préparer les *Etats Généraux de la Décroissance Equitable*, qui ont tenu en 2005 à la fin de l'année à Lyon une réunion, où j'ai parlé dix minutes, comme les autres, et au soir de laquelle a été créé le PPLD, Parti pour la Décroissance.

Un « Parti contre le Profit » t'aurait plu ?

S'il faut des partis - on a le droit d'en douter même si on s'y inscrit - et à condition d'ajouter « monétaire », car il faut distinguer entre les profits humains et ceux destinés aux bilans.

Après avoir surfé sur la vague des bidonvilles, des famines, des décharges, on s'est mis à surfer sur celle de la planète foutue. Mais ça sert qui et à quoi ? On intéresse ceux qui ont la possibilité de regarder les images de misère et d'avoir une conscience sociale et écologique, mais on les endort aussi. Ah mon Dieu quelle misère quel

malheur. Qu'est-ce que je peux faire ? - Donner aux ONG ou voter écolo. Et pendant ce temps ? Les autres ? Ceux qui écument les décharges, rusent dans les coins pour survivre, essaient de garder leur boulot, voient leur pouvoir d'achat diminuer, la flexibilité devenir radicale... Ceux qui ne croient plus aucun parti mais votent quand même et se décident à peu près comme au turf ?

Retour à « la stratégie de masses »...? Mais les masses ignorent tout de l'économie ?

Les 15% de conscientisés l'ignorent tout autant. Ils s'excitent sur des scandales écologiques et sociaux mais sont tout aussi incapables de penser à une sortie du désordre établi que les 85% qui votent pour les partis de gestions.

Ces 85%, donc, qui doivent prendre l'affaire en mains... ?

Pas 85%, tous, pour défendre une cause commune et pour conquérir un droit nouveau, en rapport avec un dispositif dont la mise en place, annoncée par les distributistes historiques, prévue par Marx, est plus que jamais possible et devenue vitale.

Tous, parce que les 15% de conscientisés qui doivent leur conscience au fait qu'ils sont encore épargnés ne le seront pas toujours. Les classes moyennes perdent peu à peu leurs moyens. Ecoute-les déjà grogner. Pendant un certain temps encore, un peu plus protégées que les autres, elles marcheront, comme la Garde de Napoléon 1er. Jusqu'à ce que surgissent des désordres tels qu'il sera clair que l'Empire ne boucle plus ses fins de mois et que ses gardiens les plus exposés, la police, la justice, n'y arrivent plus (dans leurs propres rangs ça triche partout). Les grognards, donc, changeront d'attitude. Ce qui ne veut pas dire qu'ils feront le gros du boulot. Comme chaque fois qu'une sortie de modèle se profile ou s'impose ils commenceront par se débander.

³ V. article de Marc Groussain dans PROSPER 12.

*Distribuer à chaque usager
des "moyens de paiement
correspondant au volume de richesses
socialement produites"
est devenu un DROIT
qui parachève tous les autres
et une nécessité absolue
si on veut STOPPER
les ravages sociaux et planétaires.*

Pour une cause commune. Cette cause mélange le souci d'une planète qui va bientôt manquer sous nos pieds, et défendre ce qui a été conquis depuis deux siècles, quand la force de travail équilibrerait encore celle des patrons et des financiers et qu'une grève avait un impact sur les profits. Ces soucis-là sont plus graves pour les 85% que les 15%, qui ont les moyens de s'offrir des conditions de vie meilleures et sont davantage au large pour pallier à l'abandon des protections publiques. Ces 85% ne disposent plus, pour se faire entendre, du haut-parleur de la grève, depuis qu'ils ne sont plus irremplaçables, ou ne s'en saisissent qu'en dernier recours. Elle n'a de chance d'aboutir que dans des secteurs stratégiques comme les transports ou la distribution de carburants.

Pour conquérir un nouveau droit, dont l'exercice sauvera la planète et les acquis sociaux. Un droit qui correspond à la logique du développement technique, industriel et informationnel, à une possibilité qui est non seulement un droit, que nous tenons des efforts des anciens et de notre propre travail, mais une nécessité, si on ne veut pas tout voir s'écrouler.

Ce droit, c'est celui d'un revenu pour tous, inconditionnel, garanti sur les produits et services disponibles pendant une certaine période. Il a été annoncé par les distributistes historiques qui ne savaient absolument pas que Marx, au milieu du XIXe, avait lui-même prévu que le développement machinique obligerait à changer « l'origine des moyens de paiement », ceux-ci devant alors correspondre non plus au travail fourni mais « au volume de richesses socialement produites ».

La mise en orbite de ce droit est techniquement possible dès aujourd'hui.

Sa technique couronne en quelque sorte toutes les autres techniques et de surcroît nous préserve des abus de la technique, comme **PROSPER** 18 le montre à nouveau.

Ce droit n'est pas un droit « technique » comme le droit aux congés payés, à une retraite plus jeune, à la Sécurité Sociale, acquis parce que sur la base de productivités et rentabilités accrues. C'est *un droit à la vie*, n'ayons pas peur des mots, qui intègre tous les précédents « droits sociaux ».

Explique... ?

Un droit à la vie, parce que la condition salariale, entre autres aberrations, c'est une vie de termites, pas une vie humaine. Nous n'avons jamais eu de droit qu'à la survie, via un salariat toujours menacé et *injurieux dans son principe*, puisqu'il traite le travailleur comme une marchandise sur un certain

marché du travail. Ce principe étant, par force, accepté, les salariés se sont focalisés sur les injustices les plus flagrantes. Ils se sont distraits de l'injure basique, qui les traite en outils, en réclamant une redistribution des profits plus juste. Ils n'ont pourtant pas été sans observer que cette justice, exercée par les maîtres, n'avait jamais cessé de creuser l'écart entre les riches et les pauvres. Mais ils n'ont jamais pensé plus loin que le salariat et donc toujours revendiqué en tant que salariés, petits soldats d'une guerre économique où le Marché décide de ce qu'ils doivent produire aussi bien que consommer.

La revendication salariale, aujourd'hui, le Salaire minimum à 1000 ou 1500, le revenu d'insertion à 800, les compensations diverses, les 35 heures, poursuivent la guerre de tranchées. **C'est la plus mauvaise tactique pour conserver les acquis, les emplois, le service public.** Si on veut vraiment les conserver, il faut les englober, ces droits, dans un droit plus vaste, un projet politique, écologique et social qui enclenche une maîtrise des usages telle que la planète et le social prospèrent de concert. Exiger des réparations pour les dégâts causés par les multinationales, des moratoires pour contrer d'une manière provisoire l'usage des découvertes scientifiques par les lobbies, c'est encore la guerre de tranchées.

Il est plus que temps d'en sortir. De réclamer justice. Contre le vol du temps de travail, le vol des ressources humaines et planétaires, le vol des moyens que nous avons aujourd'hui de faire utile, sain, durable et beau, détournés au service des comptes de bilan...

L'outil de base

L'outil de base du modèle proposé est *la mise à disposition pour tous, sans considération de la valeur du travail fourni, d'un moyen d'accès direct aux produits et services.*

Rappel :

Pour assurer une permanence minimale des revenus dans une conjoncture où n'importe qui peut perdre son emploi salarié, mais aussi pour signifier que toute la nation participe à la création de richesses, l'idée d'un *revenu universel* (lire : attribué à TOUS), refait périodiquement surface.

Défendu par diverses associations dont le BIEN (*Basic Income European Network*), il a été adopté par les Verts à la fin du siècle dernier. Mme Boutin (députée UMP) s'y est elle-même ralliée.

Il prévoit que tout le monde reçoit un « revenu de base » et le complète en fonction de ses besoins. Ceux qui disposent de revenus suffisants ou élevés se font reprendre cette somme par le biais de la proportionnalité de l'impôt.

Ce Revenu Universel **financé par la croissance** vise à pacifier le libéralisme au plan social. Il en aggrave cependant les effets sur plusieurs points.

“ Son montant doit être calculé pour être « suffisamment insuffisant » afin d'inciter « les gens » à ne pas rester chez eux. Ceux qui désireront compléter leur revenu seront donc plus que jamais mis en concurrence et les entrepreneurs les tiendront à leur merci (flexibilité maximale).

“ Le financement de ce revenu est assuré par la redistribution d'Etat, qui, on le sait, dépend des profits monétaires des entreprises (raison pour laquelle tous les ministres des finances prient pour le retour de la croissance monétaire). Si ces profits baissent, le revenu n'est plus garanti à la même hauteur, voire plus garanti du tout ! Outre le fait que l'Etat doit donc continuer d'avaliser restrukturisations et licenciements, le droit de regard des salariés sur les finalités écologiques et sociales de leur participation est toujours aussi nul. Démocratie débile !

“ Certains espèrent que, « couverts » par ce revenu, un nombre de plus en plus élevé d'usagers réduiront leur consommation et développeront une économie parallèle d'échanges de services. Ils négligent que l'économie parallèle retire aux entrepreneurs une part de marché et que la réduction de la consommation ferait chuter les profits et les impôts.
A terme, un tel revenu menace donc son propre système de financement !

*Dans le modèle que nous proposons,
le moyen d'accès aux produits et services
est proportionnel à la quantité de ces produits et services
disponibles pendant une certaine période.
Il devient possible de les fournir (et d'en disposer)
sans souci d'aucun profit monétaire
et en dehors de toute concurrence marchande.*

N'étant plus liés aux profits que doivent impérativement en retirer les entreprises après leur passage sur un marché *aléatoire* et *concurrentiel* les produits et services auront donc enfin comme motifs premiers leur utilité matérielle et sociale et le souci de l'environnement.

Retenez bien :

**Le revenu universel, inconditionnel, garanti et complet,
est distribué « sans considération de la valeur du travail fourni ».**

**Il ne s'agit pas d'un salaire
qui traite le salarié comme une marchandise
sur un marché du travail lui-même hautement concurrentiel.**

**Il n'est pas REDistribué en proportion des profits
obtenus par les entreprises sur un marché aléatoire
ou par l'Etat, sous forme d'allocations de survie,
après imposition des profits.**

**Il n'est pas non plus REDistribué en fonction de la quantité de travail
encore nécessaire pour faire tourner l'économie matérielle
ou de la valeur de ce travail, ce qui prolongerait la société de classes⁴.**

**Reçu d'une manière « inconditionnelle » par tous les usagers,
il permet à ceux-ci de s'investir uniquement
dans des productions et services qui leur semblent utiles, saines,
durables ou renouvelables,
et d'exiger que leur participation soit reconnue et facilitée.**

comment on fait ?

⁴ Cet avertissement prévient contre l'usage du vocable « distributisme » par le Sociétalisme ou éco-sociétalisme, pour lequel le partage des richesses est indexé sur *la quantité de travail à fournir*.

« Comment on fait » entraîne deux cycles de réponses.

Le premier relatif à la faisabilité matérielle, que nous allons décrire et prouver dans les pages suivantes. Cette faisabilité générale étant reconnue et acceptant forcément des variantes, la décision de lancer l'opération n'est pas pour autant acquise : avant de faire, il faut... « se faire » au changement d'optique.

Lequel des deux commande l'autre ?

Ils se commandent mutuellement. La faisabilité étant comprise, sa compréhension ne suffira pourtant jamais, à elle seule, à décider de la mettre en œuvre.

Le problème du distributisme en général et de la stratégie de *PROSPER* dans ce cahier-ci comme dans les autres, est formulé chez Walliser⁵, dans le cadre de la rationalité des agents économiques. C'est celui de la compatibilité entre les croyances dont nous enveloppons les faits et les informations que nous recevons.

L'information, dans le cas présent, n'est pas une simple information, du genre « le prix du fuel est de tant », où il y a du fuel, il a un prix, et où on s'attend à ce qu'il varie. Savoir qu'il est possible de distribuer à chacun les moyens d'accéder aux produits et services disponibles pendant une certaine période, savoir que nous disposons de tous les moyens techniques pour le faire, cette information-là n'est pas attendue. Son seul énoncé nous met en éveil et même a priori nous braque négativement. En quoi pourtant diffère-t-elle de celle sur laquelle nous sommes installés ? N'avons-nous pas en principe déjà des moyens d'accéder aux richesses produites ?

La différence je l'entends à ta voix qui change quand tu dis DES moyens. Quand tu dis « les moyens », tu as beau employer l'article défini, les, il faut définir les moyens... Quand tu dis « des moyens », article indéfini, tu renvoies à ceux que nous connaissons bien, ceux que donne l'argent - salaires, allocations, revenus autres et emprunts. Il va falloir y changer quelque chose.

⁵ B. Walliser, *L'Economie cognitive*, Odile Jacob 2000. Cité et commenté dans Jacques Sapir, *Quelle économie pour le XXIe siècle ?* Odile Jacob 2005, pp. 114 et suiv.

Et « ce que nous connaissons bien », c'est quoi au juste ? Une réalité ou une croyance ?

C'est en tout cas notre réalité ! Une réalité sur laquelle nous croyons devoir toujours vivre, comme s'il n'y en aurait jamais d'autre.

La croyance est tellement ancrée en nous que nous ne pouvons plus rien croire, voir d'autre. L'idée de *recevoir* les moyens de disposer des produits et services *du fait même qu'ils existent* ne produit pas du tout le même effet que l'idée, actuellement seule normale, de devoir *gagner* ces moyens en nous plaçant nous-mêmes dans le cycle des moyens, à savoir le profit qu'on va faire de notre travail comme de la transformation d'un matière X en produit fini Y, vendable à plus haut prix.

Qu'est-ce qui va finalement nous décider à changer de croyance ?

Déjà, quand nous avons les moyens d'acheter une nouvelle paire de chaussures, de changer de résidence, que nous savons quelles chaussures nous achèterions ou dans quel nouveau quartier nous aimerais aller, des « raisons » d'économie d'ordre affectif (mes chaussures sont encore bonnes, je ne suis pas si mal dans ma maison) nous font hésiter. On tourne ça dans sa tête et on se représente qu'on devra de toute façon, *y passer*. Le plus vite sera donc le mieux, et après on n'y pensera plus...

Mais l'argument *le plus vite possible, tôt ou tard il faudra y passer*, tout comme l'idée qu'il va falloir faire des économies de violence, de planète, de cancers, laisse encore du temps.

C'est de cet argument-là aujourd'hui que nous sommes malades. Si nous devons sortir de la condition actuelle, ce n'est pas parce qu'il faudra un jour ou l'autre en sortir, c'est pour une raison qu'il faut chercher ailleurs que dans le tunnel où nous sommes, le tunnel que nous sommes à nous-mêmes.

*« Nos vies valent mieux
que leurs profits »
Mais celle des dominants aussi !
Qu'est-ce qui nous oblige TOUS
à dépendre des profits monétaires ?*

La « bonne raison » que nous avons de changer de paire de chaussures ou de résidence implique un changement de la représentation que nous avons de nous-mêmes. Quoi, *moi*, me chausser comme ça, *moi*, habiter là ? Ce n'est plus une question de vitesse. C'est une question de *droit*.

De droit ??

La décision de changer de chaussures ou de logement se décide en réalité au niveau du *droit* que nous avons de chaussures qui tiennent au pied et de logement logeable. La décision de changer de modèle ne peut se prendre qu'en rompant avec l'humiliation instituée, permanente, la survie, la sous-vie. *On n'a pas le droit de nous imposer ça*, et nous n'avons plus, *nous*, le droit de l'accepter - accepter de tenir son rôle, son rang de tueur dans une guerre économique en principe faite pour apporter du bien-être mais qui ravage tout, accepter de faire ce que nous faisons ou que nous sommes obligés de faire, nous n'en avons pas le droit, sauf à considérer l'homme exploitable et corvéable à merci.

Nous n'en avons jamais eu le droit. Les prêtres, les nobles, en ont fait un devoir à nos ancêtres qui n'ont pu refuser, l'ont incorporé et transmis. L'*humanité* en est, depuis, constamment *injurier*ée.

On assiste, depuis quelques temps déjà, à la montée en puissance d'un « front du refus » (tous pourris, ça ne peut plus durer, quelle vie !).

Ce n'est pas encore un « front de droit(s) ». Le front dont tu parles se focalise sur des *injustices*, mais qui sont ressenties, évaluées à *l'aune du droit actuel et solubles dans son système*. Exemples : Il est injuste de n'avoir pas de travail (les autres en ont). *Donnez-nous-en*. Ça semble d'autant plus évident que le système reposait (car il commence à ne plus en dépendre) sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est injuste de n'avoir pas de logements. *Donnez-nous-en*. Il est injuste de voir en province disparaître le service public. Là où c'est plus peuplé ils en ont. *Redonnez-nous-en...*

Un front de refus sur fond d'*injustices évaluées à l'aune du système*, c'est-à-dire dans les tranchées où on nous emploie, ça peut donner lieu à un Front populaire. *Vous trichez ! On ne marche plus !* Bravo ! Alors on processionne... ! Le bourgeois tremble et les commerces ferment les volets. Mais la classe politique dissout l'objectif dans la sociale

démocratie, la préparation d'une guerre « juste » ou, comme aujourd'hui, la « juste » résistance à la débâcle écologique.

Le front de refus, tel que nous le voyons se construire, entraîne un repli, il appelle plutôt à se protéger. Quand tu entends dire que « ça ne peut plus durer », dans la seconde qui suit on te signale des trucs qui justement le permettent. Dans les milieux écolos, d'extrême-gauche, libertaires, anars, et *bourgeois aussi*, le front du refus se traduit par la création ou l'occupation de plein de niches dans lesquelles on bricole, s'entraide et ruse.

Elles anticipent la société future, son inventivité : révèlent des capacités de générosité, de don, mais qui dans ce cadre ne font que de la générosité ou du don de *rattrapage*. Elles entretiennent les défauts du système.

Un front de justice choisi hors des tranchées, Gandhi en monte un de toutes pièces, quand il commande de transgresser en masse l'interdit de prendre du sel à la mer. 68 en a donné un avant-goût. Une affaire de dortoirs à l'université a fourni le déclencheur. On s'est mis à considérer comme normaux plein de désirs auxquels on n'avait jamais vraiment pensé avoir droit, qu'on oubliait en usant de toutes sortes de petites ruses. On n'avait plus le droit de nous imposer ces ruses.

Si c'est un droit de ce type qui décidera de mettre en œuvre le revenu garanti sur autre chose que des profits, on l'appelle comment ? Rodrigues, distributiste historique, l'appelle *droit à la vie*. C'est le titre de son livre, écrit en 1934, quand la crise de 29 touche la France. *PROSPER* en a déjà donné plusieurs extraits. Ce à quoi nous avons tous droit, ce que nous pouvons partager, a considérablement changé et continuera, mais il n'y a plus de raison pour que ce soit indexé sur les profits.

•

un nouveau dispositif économique

*La possibilité de disposer à vie
d'un revenu garanti, complet, largement suffisant,
établi en contrepartie directe des richesses produites
(sans devoir en faire de profit sur un marché aléatoire),
est la clé du changement des rapports entre les hommes et leur planète
et des hommes entre eux. Comment faire pour l'assurer ?⁶*

Rappel

On s'est bien gardé de vous l'apprendre, mais *renseignez-vous* :
la monnaie dont nous nous servons est n'est plus depuis longtemps gagée sur l'or.
Elle est créée par les banquiers « d'un trait de plume » - d'un cliquetis de clavier !
Elle porte pour cette raison le nom de **monnaie scripturale**.
Le banquier crédite l'entrepreneur des sommes dont il a besoin pour fabriquer ce qu'il a prévu ou assurer tel service. Ce prêt d'argent est **assorti d'intérêts**, qui obligent l'entrepreneur à rendre plus d'argent qu'il n'en a emprunté. Il l'oblige donc à vendre plus cher qu'il a acheté, et à rentabiliser les infrastructures (machines, locaux) au maximum.
La raison de l'obligation de croissance est avant tout monétaire et ses méfaits sociaux et écologiques s'expliquent par là : pour être concurrentiel sur un marché aléatoire, l'entrepreneur doit fabriquer à moindre prix, donc en nombre. Les techniques qui s'imposent sont les plus rentables et imposent leurs normes au monde entier.
Les ressources humaines et environnementales ne sont prises en compte que longtemps après (amiante) ou à l'occasion de catastrophes (Minamata, Seveso). Des accords comme ceux de Kyoto sont trahis par leurs signataires (ils ralentissent la croissance !).

Et si la banque créait de la monnaie sans intérêt...?

1. **Elle ferait son métier et rien d'autre** : anticiper sur la création de richesses par une avance permettant à l'entrepreneur de se procurer les matières à transformer, les machines, etc. Libérée du souci de la rentabilité monétaire et de la prise de pouvoir dans les différentes entreprises, elle concentrerait son attention, ses calculs, sur l'utilité, la qualité et les conséquences matérielles, sociales, environnementales, internationales, des produits et services à venir, et sur la façon dont l'entreprise fait appel à la participation humaine, économise l'énergie, les ressources...
2. **L'entreprise ferait elle aussi son métier**, au lieu d'avoir les yeux fixés sur le solde, positif ou négatif, de son bilan. Elle ne serait plus obligée d'imposer ses produits et services pour des raisons monétaires. Elle les proposerait à titre d'expériences qu'on peut à tout moment arrêter si elles ne répondent pas à l'attente ou mettent en œuvre des méthodes humiliantes pour les travailleurs et l'environnement.
3. **La société civile, remplaçant peu à peu l'Etat, ferait son métier et rien que son métier** : faciliter les recherches positives sans les indexer sur des profits monétaires, s'intégrer à l'ensemble planétaire sur un mode solidaire et non plus concurrentiel (si tu veux la paix... prépare la paix !).

⁶ Par mesure de facilité, notre démonstration se limite ici à un cadre à tous familiers, le cadre monétaire. Nous en sortirons dans quelques lignes...

Et si la banque créditait l'ensemble des usagers de la somme correspondant à l'ensemble de la production pendant une certaine période...?

Tout ce qui serait produit pendant cette période pourrait être acheté.

Inutile donc de produire plus qu'on n'achète, puisqu'on n'a plus besoin de conquérir de nouveaux marchés ni d'écraser les concurrents en réduisant les coûts par les quantités produites.

Mais attention ! Au moment du paiement, l'argent doit être détruit (comme il l'est sur votre compte lorsque vous remboursez un crédit⁷). Il n'aura servi que ce à quoi il doit servir : **échanger un moyen de paiement contre un produit ou un service**. Pas de risque d'inflation !

L'avenir des banques⁸ n'est plus dans la manipulation exclusive de sommes d'argent et du chiffrage des prix.

Il est dans la comptabilisation de ce qui est disponible ou non : des matières et des capacités.

Là encore, *renseignez-vous* !

Car *lors de vos achats*, déjà, le « bip » de caisse, par codes-barre, informe deux circuits : celui des **prix** et celui des **réapprovisionnements**.

De **payer**, nous pourrions bien nous passer ! Mais pas de **réapprovisionnements** (aujourd'hui liés aux bénéfices des entreprises). Ainsi les meilleurs produits désertent-ils peu à peu les rayons) !

Remontons-en la chaîne : des entreprises responsables de la transformation des produits de base aux entreprises responsables de la fourniture de ces produits, sans oublier les entreprises chargées de fournir les machines, l'énergie... ni celles qui sont responsables de la transmission des connaissances, des **capacités** individuelles et collectives.

A tous les échelons, *qu'est-ce qui importe* ? Ce qu'il y a ou n'y a pas, ce qu'il faut qu'il y ait pour que le processus complet fonctionne et s'adapte : la mise en réseau des matériaux, de l'énergie physique et intellectuelle. Or tous ces *il y a /ou pas* peuvent se comptabiliser de plus en plus précisément sous forme de codes-barre et d'indexations tenant compte de la capacité de renouvellement des ressources naturelles, de leur proximité, des doubles-emplois, de la façon dont certaines manières de procéder se contredisent ou s'épaulent, etc.

LA COMPTABILITE « CODE-BARRE » permet une observation plus attentive des ressources humaines et planétaires.

ELLE EST L'AVENIR DE LA BANQUE... et DE LA DEMOCRATIE !

N.B. L'hypothèse d'une **comptabilité exclusivement « matière »**, défendue par **PROSPER**, a l'avantage, écologiquement et socialement important, d'enjamber le débat sur la hiérarchie des revenus.

L'échelonnement des revenus compte en effet parmi *les principaux soutiens* (à distinguer de la cause systémique du prêt bancaire soumis à intérêts) de *la croissance indéfinie* et de *la ruine de la planète*. Il provoque chez ceux qui disposent d'avantages monétaires, la demande de produits et services qui achèvent de les distinguer. Leur empreinte écologique est donc plus importante. L'amélioration de leurs conditions de vie (santé, culture, connaissances) est relativement plus rapide. Ils interviennent plus facilement dans les décisions et les poussent dans le sens qui les avantage.

La « somme » dont disposent les usagers pour bénéficier des produits et services n'étant plus « chiffrée » qu'en codes-barre, ils prévoiront les produits et services sur lesquels se porte habituellement leur consommation et indiqueront à l'avance les quantités à produire, avec des marges suffisantes pour dissuader les comportements de rongeurs (qui stockent, dit-on, trois fois plus qu'ils ne consomment !).

Tous partageront le même souci, à savoir : ce qu'on est capable de faire de mieux.

⁷ On parle alors de « monnaie de consommation » ou « non circulante ». Fin de l'argent prêté avec intérêt.

⁸ Ou de tout autre nom qu'on voudra leur donner, leur fonction et le mode de décision qui y sera appliqué ayant radicalement changé.

un nouvel horizon politique la maîtrise des usages

usages et besoins

Distinguer besoins et usages s'impose si on veut échapper à la façon dont la technocratie s'empare des besoins de base et les transforme en urgences économiques dont les identités politiques et la planète font les frais.

Dès l'origine, les peuples se distinguent par leur *interprétation* des besoins de base, « primaires ». Porter la nourriture à la bouche se fait pour les uns à la main, pour d'autres avec des baguettes ou des couverts. Ici on priviliege les tapis, là les sièges à 35 cm du sol, ici le blé, là le riz ou le maïs. Les métiers contribuent à institutionnaliser ce passage des *besoins* basiques aux *usages* culturels, à travers lesquels les usagers se reconnaissent, et qu'ils vivent comme des « besoins » aussi importants que les besoins de base. La recherche technique est mobilisée pour en faire du profit monétaire à travers des séductions telles que « moderne », « rapide », « efficace », etc. Une technocratie se met en place, qui s'empare peu à peu de l'ensemble des usages, qu'elle gère selon ses propres besoins. Nous n'existons plus, au final, qu'à travers les besoins qu'elle nous crée⁹. C'est la dictature des « besoins » qu'on n'ose plus qualifier de secondaires, devenus « vitaux » au même titre que le boire et le manger, dictature au maintien de laquelle nous apportons notre force de travail et notre consommation. Dictature entérinée par une économie qui, dominée par la notion de rareté¹⁰, se présente comme « l'étude de la manière dont les hommes transforment la nature pour satisfaire *leurs besoins* »¹¹ - « naturellement » croissants - et non pas *leurs usages*, qui aurait pour effet de prendre en compte des motivations d'un tout autre ordre que quantitatif.

Quel pouvoir les peuples ont-ils de conserver, abandonner ou modifier l'usage qu'ils font des besoins de base communs à tous les hommes ?

Aujourd'hui, leurs usages peuvent être à tout moment leur être interdits par l'entrée en scène de technologies censées plus « avancées », plus « performantes », qui s'étendent d'autant plus largement qu'elles sont des succès au plan monétaire et de la concurrence. La modification de leur usages est donc également soumise aux avantages symboliques que ceux qui disposent les revenus les plus élevés en retirent¹².

La rentabilité donne donc à chaque changement un caractère totalitaire : les nouveaux usages se mondialisent sous forme marchande-concurrentielle.

Les expériences qu'ils nous font vivre le sont sous la forme dramatique de pressions et d'adaptation. Tout ce qu'on peut « scientifiquement » en dire c'est, au vu des comptes de bilan, qu'ils rapportent encore ou ne rapportent plus assez.

⁹ V. PROSPER 17.

¹⁰ V. B. Ventelou, *Au delà de la rareté - la croissance économique comme construction sociale*, Albin Michel 2001.

¹¹ Karl Polanyi, 1957.

¹² Ils servent de modèle et... v. Hervé Kempf : *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil 2007.

De l'écologie à l'usologie

En empruntant le vocable *écologie* aux sciences naturelles les défenseurs de l'environnement invitaient à une observation sérieuse des conséquences, sur le milieu, des modes de production et de consommation.

En enjambant de l'écologie entendue comme une science à l'écologie « politique », ils ont négligé *l'étude du milieu économique* lui-même, ou l'ont implicitement admis, tel qu'il se présentait, comme normal ou « la fin de l'histoire », brassé, comme le milieu naturel, par les « lois » de la concurrence.

Tout en ayant des savoirs plus précis et aiguisés que quiconque sur les désordres introduits par la gestion « économique » ou économiste du tout-profit, et une intuition aiguë des rades sans eaux où s'échouera la galère, ils continuent donc d'y ramer. Ils continuent donc de faire appel à la conscience des usagers pour changer leurs comportements en matière de production et de consommation, et au rassemblement des votes pour peser sur des partis appelés à gérer une économie *croissanciste par construction* (du fait de l'obligation de faire des profits *monétaires croissants*), alors que ces « mesures » relèvent des soins palliatifs pour société et planète condamnées.

L'usologie reprend et systématisé les attentes propres à *l'écologie*.

Elle pose en principe, comme devrait le faire toute science, qu'un objet X, particule ou molécule, animal, concept, théorie, institution, comportement, croyance, ne peut donner lieu à une observation sérieuse, pouvant donc être contredite par d'autres faits ou interprétations, qu'à condition de le considérer comme un ensemble de *manières de faire* ou *usages* (les usages qui y sont faits *de...*).

Elle pose systématiquement trois questions :

- *De quoi X fait usage ? Il utilise quoi, selon quels modèles ?*
- *Dans quel environnement d'usages, sur lequel il anticipe ou qui rétroagit sur lui ?*
- *Que se passe-t-il lorsque ce dont X fait usage change, ou si les usages qui en sont faits varient ?*

En tant que science¹³, elle vise la maîtrise de l'usage des « données » du « réel ».

L'usologie politique vise la maîtrise des identifiants sociaux

qui découlent, s'inventent, se créent et se modifient sans cesse à travers la transformation des besoins de base en usages programmatiques valant pour des « champs » d'étendues différentes, emboîtées, complémentaires ou concurrentes (de l'individuel au mondial).

L'usologie politique rompt avec la dictature des « besoins » telle que la construit l'obligation de croissance monétaire. Elle a pour horizon de rendre aux peuples comme aux personnes la maîtrise de leurs usages.

Elle implique

- la fin du Marché qui aujourd'hui, paradoxalement, planifie les besoins... d'une manière anarchique, oblige à tels usages et pas d'autres, parce qu'ils font plus de profits aux entrepreneurs, dans une guerre de tous contre tous dont nous sommes les troupiers.
- Un « marché » d'un tout autre type, marché « d'expériences » qui peuvent être proposées, abandonnées, amendées, en toute transparence, rivaliser pacifiquement, dont la maîtrise est assurée du fait que les moyens d'échange des citoyens expérimentateurs, leurs revenus, ne dépendent plus des profits **monétaires** qu'ils doivent à toute force en retirer.

Les conditions de ce nouveau « marché » seront précisées dans la seconde partie de ce cahier.

¹³ Ou plus précisément, en tant qu'*épistémologie* (discours relatif à ce qu'il est possible de « connaître »).

*

2007 : des élections préhistoriques

Présidentielle 2007. Les candidats font assaut de « communication » sur des sujets connus (« programme » serait trop dire). Ratisse-plus-large que moi tu meurs. Le message du « petit candidat » s'essouffle dans la cour des Grands. Qu'a-t-il à dire ? Qu'il est là. Pour quoi faire ? Mettre en valeur son Grand favori au deuxième tour.

Le débat est bloqué.

Juste. Bloqué sur la résistance de l'air économique à l'avancement de la machine. A quoi sert la machine ? Quelle question, puisqu'on est dedans ! Certains comptent réduire la pénétration, d'autres veulent réduire la traînée, ou en jouer. Sous le capot, le moteur est le même. Il marche à la croissance monétaire, traitée comme un dogme. Il en faut, il la faut. Alors on va vous en donner.

Si tu demandes *Comment* ? Scandale... *Comment*, comment ? *Vous ne savez pas que la croissance de gauche n'est pas la même que celle du centre et celle de droite ? Je vais vous le dire...*

Ni pourquoi *il en faut*, ni avec quoi elle se fait n'est posé sur la table, remis en question.

Le public se détermine sur quoi ?

Sur la gueule du candidat, et des détails qui n'ont rien à faire avec les enjeux.

Arrête, on va te croire jaloux. Sérieusement : il y a de nouveaux thèmes ? L'écologie est entrée en force ?

On la traite comme un problème de voirie. Au mieux comme on a traité la libération des mœurs. On est pour, dans les limites de l'obligation de croissance des profits monétaires. Les candidats disent ce que « les gens » sont capables d'entendre. C'est la règle. La génération Mitterand n'a pas dit qu'elle était pour le PACS ou le mariage gay. Elle n'anticipait pas plus que le candidat 2007 sur la crise du pétrole.

La règle de n'offenser personne, PROSPER serait pourtant bien avisé de la suivre ?

C'est ça la préhistoire ! Prendre les gens pour « des gens », les Français pour des veaux.

J'en vois déjà qui les chatouillent et les gratouillent avec du **PROSPER** au rabais, du réformisme genre « revenu d'existence » financé en diminuant les revenus des riches, « maîtrise des usages » garantie sur la bonne action quotidienne, « gratuité de l'usage » comparé au prix du « mésusage ».

De quoi tu te plains ? Ils habituent à un certain langage, ils déplacent les lignes... !

C'est bien, tu causes média. « Déplacer les lignes » pourquoi faire ? Du Ségolène Royal avec du Bayrou et réciproquement ? Du Sarkozy avec Le Pen et réciproquement ? Des petits arrangements « ensemble » ? Préhistoire, là encore ! Qui les fera, ces arrangements ? Des élus capables de les monter et de les faire accepter par d'autres élus, élus ou non, choisis en fonction de la confiance qu'on peut leur faire pour renvoyer l'ascenseur.

Dans ce que tu appelles préhistoire, j'entends deux choses.

D'abord la critique d'une technique utopique, le modèle redistributiste. C'est vieux, usé, mais il n'y a personne, aujourd'hui, qui soit capable de le dépasser. Ceux qui se disent alter ou anti-capitalistes n'ont rien d'alter ou d'anti, mentent ou se mentent...

Bien vu. D'où l'urgence d'une opération vérité. A quoi vont servir les pages en couleur de ce cahier.

La seconde... C'est tourner la page de l'utopie actuelle, entrer dans une autre histoire.

Comment ? Avec les mises en scène de l'histoire précédente ? Avec des analyses préhistoriques qui mènent à remplir des urnes ou casser des vitrines ?

(suite du dialogue p. 21)

*Ces quatre pages s'adressent tout particulièrement à ceux qui,
dans le sillage d'une contestation plus que centenaire,
se déclarent anti-capitaliste ou alter-mondialistes.*

Opération vérité

*

*Un changement réel ne peut surgir
qu'à condition de partir non plus des effets
mais de la connaissance des causes techniques
qui provoquent l'aliénation humaine et environnementale*

*Or, reconnaissons-le, cette connaissance reste plus que sommaire,
et les postures généralement adoptées,
classiquement dénonciatrices des riches, ou, plus modernes, « alter » ou « anti »,
n'ont aucune chance d'inquiéter ceux qui sont les mieux placés
pour faire des profits monétaires
ni de convaincre les élus et promus à des postes de responsabilité
de faire « mieux » que gérer le libéralisme.*

*Au risque de déplaire nous montrerons donc que
les appels au bon sens, dénoncer les abus, le chômage,
les délocalisations, et même réclamer des augmentations de salaires,
n'ont d'autre but que moraliser une politique
fondée sur la redistribution des profits monétaires.*

*Après une campagne hautement prometteuse, tout élu est condamné à des astuces
et du bricolage qui limitent les dégâts mais autorisent d'en faire de nouveaux,
et pour les mêmes motifs, prolongeant une « politique » de destruction et d'oubli
des capacités humaines et locales.*

*« Insurrection des consciences », oui, si c'est pour faire mieux que des petites niches
vertueuses dans un environnement asservi à la croissance des profits monétaires.*

*« Insurrection des votes » ? A condition qu'elle soit sous-tendue
par un projet politique qui ne soit plus asservi à ces mêmes profits.*

*« Insurrection de la rue » ? A condition de la jeter sur autre chose que des vitrines,
pour les remplacer par d'autres,
où s'étaleront à nouveau les fruits douteux de votre participation
à la guerre économique de tous contre tous.*

o

pour en finir avec le réformisme

REVISITEZ VOS CONNAISSANCES !

*A l'intérieur de tout territoire soumis à la loi du chiffage monétaire¹⁴
tous les usagers ont besoin d'ARGENT.
Celui-ci y est donc synonyme de puissance et de liberté.
Son accumulation et sa circulation
sont réglées par UNE TRIPLE REDISTRIBUTION.*

La redistribution « primaire » ou entrepreneuriale.

L'entrepreneur disposant d'un capital personnel ou ayant emprunté à la banque doit d'une manière IMPERATIVE effectuer **DES PROFITS MONETAIRES**.

Il les redistribue

à sa banque, sous forme de remboursements *augmentés d'intérêts*,

à ses actionnaires, sous forme de dividendes,

à son entreprise sous forme d'investissements matériels et pour maintenir sa position sur le marché sous forme de publicité, de pressions sur les instances administratives, de pots-de-vin et d'alliances,

à ceux qu'il emploie, et à lui-même, sous forme de salaires (« variable d'ajustement ») ou de stock-options,

et à l'Etat, sous forme de taxes et impôts.

la redistribution étatique

L'Etat redistribue les taxes et impôts et les sommes qu'il a empruntée

sous forme de *services publics*

sous forme d'*infrastructures* favorables aux entreprises dont les profits l'intéressent directement (c'est pourquoi tous les gouvernements ont les yeux fixés sur « la croissance » - entendez : la croissance monétaire)

sous forme de *remboursement de dettes publiques*.

Parmi les formes masquées de redistribution secondaire, notons les *détaxations* devant en principe aider à l'embauche.

La redistribution « tertiaire », celle des usagers.

Ils redistribuent, sous forme d'impôts, d'achats de produits et services (incluant diverses taxes, notamment la TVA, variable selon les articles) *les salaires* qu'ils tiennent de la redistribution des profits des entreprises ou *des allocations* (RMI, etc.) redistribuées par l'Etat à partir des taxes et impôts qu'il perçoit.

*Ceci compris, qu'est-ce que les bénéficiaires actuels du
REDISTRIBUTISME MONETAIRE (vrai nom du capitalisme)
ont à craindre de ceux qui se disent « contre », « anti » ou « alter » ?*

¹⁴ Remarque : rares sont aujourd'hui les territoires qui ne sont pas soumis à cette loi. A l'intérieur de ces territoires, des « niches » s'en accommodent en pratiquant l'entraide (ex. : la famille), le don (v. associations), ou en puisant directement dans certaines ressources locales (jardin, champignons). Signalons également « l'économie souterraine », où un minimum de redistribution tertiaire (v. plus bas) permet à des mini-entrepreneurs de pratiquer le travail « au noir » et d'engranger des profits non taxés.

redistribution entrepreneuriale

Accuser les entrepreneurs, est-ce rompre avec le système ?

Non : en dépit de leur violence, ces propos admettent que le pouvoir de décision appartient à ceux qui possèdent l'outil de travail, spéculent sur la circulation des biens et services ou font des profits en jouant de la valeur des entreprises sur un marché boursier.

Relever les taxes et impôts ou imposer davantage les profits, est-ce rompre avec le système ?

Non : c'est compter sur lui pour alimenter les caisses de l'Etat.

Prêcher « une redistribution plus juste » est-ce rompre avec le système redistributiste ?

Non : c'est contribuer à l'embaumer, faire croire qu'il n'y en aura pas d'autre.

Se plaindre que les entreprises fassent des profits monétaires à n'importe quel prix écologique et social, des restructurations et délocalisations...

Là encore on dénonce des abus, des contradictions, du gâchis, mais cache qu'on n'a rien à proposer que des aménagements.

Ceux qui dénoncent la mondialisation elle-même ont-ils une solution pour l'empêcher ?

Actuellement aucune, ni - et c'est plus grave - de solution de rechange lorsque la crise pétrolière ralentira ou stoppera les mouvements de marchandises et qu'il faudra relocaliser.

Et quand ils s'en prennent à la croissance ?

Ils oublient de préciser « des profits monétaires » et négligent qu'ils sont les premiers intéressés à cette croissance pour assurer la redistribution salariale et la redistribution d'Etat.

redistribution d'Etat :

Les anti-capitalistes tirent à boulets rouges sur les gouvernements qui passent, mais

Quand ils réclament à l'Etat de défendre le service public, que proposent-ils pour le conserver ?

Rien de nouveau ! Ils négligent qu'il a atteint le degré actuel du fait de la croissance monétaire, de sa taxation et des capacités qu'avait alors l'Etat d'emprunter.

Quand ils réclament de l'Etat davantage d'aide aux personnes, ont-ils une idée nouvelle à proposer ?

Aucune ! Ils continuent de compter sur la redistribution des taxes et impôts, qui ne suffit plus à épouser les dégâts commis par les délocalisations, les restructurations et les oukases bruxellois.

Quand ils se plaignent de la répression gratuite, de la surveillance accrue, de la mise sous tutelle des médias, ont-ils quelque chance de rien y changer ? En comprennent-ils la cause ?

Non ! Ils s'attachent aux effets et non à la raison, le maintien de l'ordre (du désordre) redistributiste, qui oblige à contenir tout ce qui pourrait le faire dévier.

redistribution « tertiaire »

Lorsque, nous réclamons des augmentations de salaire ou un doublement du SMIG, adhérons à un syndicat ou un parti pour défendre nos acquis sociaux, le service public, nous conduisons-nous en « alter » ? en « anti » ?

Absolument pas ! Nous demandons au système de tenir ses promesses !

Lorsque nous courons les soldes, faisons des réserves, épargnons, créons des « niches » de survie, prêchons la décroissance...

Nous rusons avec le système et n'avons sur lui d'influence qu'aux marges.

Quand nous cherchons de l'emploi, nous inclinons devant les petits chefs, tentons d'échapper aux taxes, faisons de l'économie souterraine, prenons des attitudes vertueuses...

Nous acceptons l'inacceptable, agissons en complices objectifs de notre aliénation et de la ruine de la planète.

Alors ? Arrêtez de frimer !!

**On ne peut se dire sérieusement « anti-capitaliste »
qu'à condition de travailler à l'avènement
d'une économie Sans profits monétaires**

L'expérience capitaliste ? **Toutes ses hypothèses sont invalidées.**

- *La concurrence pure et parfaite est impossible à réaliser sans le secours des Etats, qui bricolent les aménagements favorables à la croissance des profits monétaires et ont signé leur perte en acceptant la libre circulation des capitaux.*
- Les promesses de progrès matériel, de travail pour tous, de justice sociale, de libre investissement dans les activités choisies, ne seront jamais tenues. Nous serons toujours plus dépendants au plan technique, et ne pourrons disposer des progrès réels que pour autant qu'ils fassent des profits. La lutte pour l'emploi sera de plus en plus dure et les conditions de travail toujours plus féroces.
- *L'expérience capitaliste, en se prolongeant, reprend ce qui lui a été arraché dans sa période ascendante : l'accès à l'éducation, aux soins médicaux, à des services publics performants.*
- Partout l'expérience capitaliste se traduit par la destruction des ressources et identités locales, l'asservissement des peuples et un écart croissant entre riches et pauvres.
- *Elle asservit les peuples à des techniques de production de masse incontrôlables. On lui impute à tort les progrès institutionnels et matériels accomplis sous son règne. Ils n'ont été possibles que pour autant qu'ils se traduisaient en profits monétaires. Mais combien, pour cette même raison, ont été retardés et sont encore interdits ?*

Dénoncer « les profits » ou abolir tout profit monétaire ?

- *Des « mesures » telles que taxer les riches, réduire les écarts de salaires, fermer les frontières à la concurrence seront un jour jugées comme aussi graves que demander, comme Eichman, d'améliorer le rendement des fours crématoires.*
- Dénoncer « ceux qui nous gouvernent »... - facile ! Comme d'en élire d'autres pour gérer un système qui oblige à la croissance des profits monétaires... !
- *« La participation » dont on fait grand cas n'est au mieux qu'une école de complicité avec le désordre établi.*
- Colère et charité sont également inutiles et perverses. Réduire les misères permet de les répandre ou d'en créer de nouvelles.
- *Voter pour un réformisme de gauche ou de droite retarde ou accélère les méfaits du régime. Extrême gauche et extrême droite sont des (im)postures tout aussi démagogiques.*

L'obligation de faire des profits monétaires.
exclut ceux qui ne sont plus utiles pour en faire.
Elle exclura demain ceux qui en bénéficient encore.
Elle condamne la planète à une finale martienne.

Toutes les classes sociales sont actuellement liées
...pour défendre l'indéfendable.
Unissons-nous plutôt pour

le seul objectif politiquement et écologiquement sérieux :
*Créer des richesses sans en attendre de profits monétaires
et distribuer les moyens d'échange proportionnels.*

*Pour en savoir plus :
revue PROSPER*
prosper.dis@wanadoo.fr / www : prosperdis.org,
Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE

o

L'application du distributisme dépend tout autant de sa faisabilité que de la conviction qu'on peut avoir de ses avantages, notamment celui du libre choix de leurs usages par les usagers.

Cette liberté se décline par l'ouverture à l'expérienciation permanente d'un « marché » d'une tout autre envergure que celui qui nous est aujourd'hui imposé, rabougrí par les impératifs de la guerre économique.

Et si on revenait sur les avantages matériels ?

Un jour, j'avais à peine fini d'évoquer « la misère dans l'abondance » et rappelé que la rareté est entretenue par la nécessité de faire des profits, puisque lorsqu'il y a abondance les cours chutent, qu'un monsieur est sorti en criant que « mon truc » ce serait le paradis et qu'il n'allait pas perdre son temps avec une utopie pareille.

Il ne m'a pas laissé le temps de lui montrer que le paradis redistributiste tel que le capitalisme le promet via la redistribution des profits monétaires est une utopie beaucoup plus grave et que l'expérience qu'on en a fait suffit.

Si on la prolonge, il abolira son « lieu » même.

Mais comment convaincre si tu n'associes pas le distributisme à du matériel... ?

Oui, mais il le domine. Il se fait anti-économiste et anti-utilitariste par construction (ce qui ne veut pas dire qu'il ignore les économies ni ce qui est utile à l'homme).

Cette domination n'est pas encore très claire chez les distributistes historiques. Ils s'enferrent dans la satisfaction des besoins. Ils disent que l'économie distributiste permettra de satisfaire tous les besoins de l'humanité et d'une manière enfin juste. Que la rareté disparaissant, on pourra donc travailler de moins en moins.

Ils n'ont pas vu que le fait de passer moins de temps à des opérations de première nécessité libère des plages de temps plus larges et la façon même de disposer des choses, les penser, projeter d'autres actions.

Ce changement a déjà lieu aujourd'hui dans les esprits, parce que nous avons davantage le temps de réfléchir qu'avant à ce que nous faisons. Il n'est pas étranger, il me semble, à la résistance aux trente-cinq heures et à la difficulté de sortir de la trappe du chômage... Celui qui a juste le temps de réparer sa

force de travail ne pense qu'à sa fatigue et se revanche en dépensant ses sous. Quand il a plus de temps il peut aller jusqu'à remettre en cause les « valeurs » du salariat.

Il peut s'offrir le luxe de penser pourquoi on mangerait ça, et même pourquoi il faudrait manger... ?

Plaisanterie de riche. Car tout le monde aujourd'hui n'a pas de quoi manger mais pourrait. Et puis tu restes collé aux besoins primaires.

Décollé : plus que jamais, aujourd'hui, la question de ce qu'on fait de sa vie se pose. Plus grave pour ceux qui n'ont que la haine pour l'occuper, ceux qui ne pourront jamais occuper leurs loisirs comme ceux que le travail n'épuise pas, à qui on n'a rien de mieux à proposer qu'une vie de dépenses, laquelle a été jusqu'ici la norme, hérités des temps de rareté.

A cette question le distributisme de **PROSPER** répond par autre chose que « donner du travail ». Il y répond par « donner de l'expérience ».

Je ne sais pas encore bien comment le dire, mais ce « don »-là me semble d'une tout autre grandeur que l'étalage habituel de « valeurs ».

La première partie du cahier se termine par des propos sur le Marché. Opposer au Marché actuel une sorte de marché aux expériences... .

Opposer au « libre marché », oxymore génial, un « marché de la liberté » - sauf que la formule sonne plutôt mal ! Le distributisme offre des capacités de choix bien supérieures ! Il libère l'essai de tous les usages positifs possibles, et replace les anciens dans la même perspective. On verra proposer plein d'expériences, avec cette fois le choix offert en permanence de les tester, refuser - expérimenter ? Je n'aime pas. *Expériencier... ?* On va voir.



Ici aujourd’hui, à Davos, il n’y a qu’un Dieu, et c’est le marché libre !
Président Lula (Le Monde, 26.01.2003)

PROSPER fait son Marché

1. un marché vraiment « ouvert »

Parmi les objections faites aux hypothèses que nous avançons il en est une qui semble contenir toutes les autres, et particulièrement passionnée. Elle a trait au Marché.

La passion qu'on y met s'explique. Le critère du « libre Marché » a permis durant un demi-siècle d'opposer sans nuances le régime soviétique - ses contraintes politiques et matérielles, le goulag et les files d'attentes - au capitalisme, où la liberté d'entreprendre apportait tout plein de belles et bonnes choses, toujours plus nombreuses et diversifiées, sur un Marché où la concurrence économique faisait tout naturellement baisser les prix, pour le plus grand bonheur du client-roi.

La victoire de « l'économie de Marché » a certes un goût amer depuis l'entrée dans ledit Marché des pays dits émergents. Leur concurrence se retourne contre les pays qui avaient fini par s'identifier à elle. Les mécomptes du client-roi, qui voit la qualité baisser, aussi bien côté produits que côté services, et chaque jour grossir la facture et s'agrandir la fracture sociale, ne vont pourtant pas jusqu'à le faire abdiquer. Car - quoi ? Du marché, il en faut... Le Marché est et sera jusqu'à la fin de l'Histoire. Ce n'est pas le Marché qui est mauvais. Ce sont les armes dont on dispose pour y résister, sauver l'emploi, l'indépendance nationale et (depuis peu) la planète.

Alors... **PROSPER** !? Sortir du Marché !! *Incroyable !*

Prenons donc un peu de recul...

Qui dit **marché** dit **comparaison** : nous sommes bien d'accord ? Dit possibilité de choisir entre les avantages offerts par X, Y ou Z. **PROSPER** n'a rien contre le marché entendu comme lieu de comparaison entre X, Y, Z. Au contraire. Il relève le gant. S'il parle de sortir du marché, c'est du marché libéral, contradiction dans les termes, qui interdit, **par construction**, la liberté dont il se prévaut.

Les seules comparaisons qu'il autorise portent sur des X, des Y et des Z définis comme produits et services, ce qui constitue une première restriction mentale. Seconde restriction : il les compare sous l'angle de leur prix monétaire, exclusivement.

En opposition totale à la première, **PROSPER** vous prie d'observer que le **principe de comparaison** recouvre absolument tous les processus intellectuels, car sur quoi portent nos jugements ? Sur des façons de procéder : si elles se font, au plan technique ou conceptuel, plus efficaces, plus rapides, plus pertinentes... Si tel usage, donc, peut ou doit être retenu. La possibilité de le retenir ou de le rejeter doit cependant être maintenue ouverte. Sinon la comparaison se bloque sur un choix, un usage donné, et rejette a priori toute expérience qui le modifierait. Elle interdit toute autre comparaison, en d'autres termes : toute autre *expérience*.

Toute action constitue une expérience, que nous comparons, chemin faisant, à une ou des expériences que nous avons faites, pourrions faire, ou effectuées par d'autres.

Elle est guidée par ce processus comparatif, qui en fait l'intérêt autant qu'il décide de son intérêt, et dont aimons conserver le contrôle, la liberté.

Ce que nous réverrons sous le nom « d'expérience », chez les personnes âgées, résume la sagesse censée venir à ceux qui ont fait beaucoup d'expériences. Encore faut-il qu'elles ne s'en couvrent pas pour nous imposer leurs façons de voir !

La vie même, et les liens sociaux dont elle est tissée, est un vaste marché aux expériences. De tous temps, nous avons espéré que ce marché soit libre ou à tout le moins le plus ouvert possible. Les urgences matérielles, mêlées à leur résolution magique, la prééminence des prêtres, des princes, du parti unique, ne se prêtaient pas à une telle ouverture. Le Marché dont on nous saoule nous apporte-t-il enfin la solution...?

Ce début explique en raccourci pourquoi et comment *comparaison* devient si vite *raison*, dans un esprit de sécurisation, qui vous boucle l'existence en trois tours d'usages et mésusages. Mais il explique aussi pourquoi *PROSPER*, dans le but exprès de tenir la comparaison toujours ouverte, propose de qualifier *d'expériences* et de vivre comme telles tous les actes, produits, convictions, qui peuvent s'offrir sur un *marché* tout aussi concurrentiel mais où *elles ne seront plus comparées sous l'angle de leur valeur monétaire ou des avantages monétaires qu'elles impliquent*.

Rien n'empêcha ni n'empêchera jamais les hommes de se comparer à travers ce qu'ils font et à la position qu'ils en tirent, plus ou moins avantageuse au plan de l'efficacité et du rang social. La comparaison s'effectue à travers des critères qui vont toujours se diversifiant et concurrençant. Ainsi va la civilisation, avec ses nuances et ses féroceités. Ce marché aux critères¹⁵ est source aussi bien d'esclavage que de libération.

Source d'esclavage quand les critères de comparaison techniques, sociaux et politiques se font exclusifs : le plus rapide, le plus économique¹⁶, le plus mobile, le plus fort, le plus riche, le plus diplômé, le plus attrayant, le mieux ancré dans son règne... Tâchez de tenir, d'en être, et malheur aux vaincus. Ils seront *sur ou sous-classés*.

Et les vainqueurs ? Eux aussi doivent tenir leur rang, et leur position est aussi fragile et menacés, sinon davantage, que celle des dominés.

Le critère monétaire se surajoute à tous les autres. Il nous enferme aujourd'hui tous dans les mêmes circuits du raisonnement marchand (le comparatif chiffré au moyen d'un équivalent universel, l'argent). Côté entrepreneurs, quand le critère de la mise sur le marché d'un produit ou d'un service quelconque est soumis à des considérations de plus en plus exclusivement et étroitement monétaires, *où est la liberté* ? Côté clients : quand leur accès à ces produits et services est barré par des prix trop élevés, *où est la liberté* ?

La recherche fondamentale doit tenir compte de ses retombées dans la concurrence économique générale, rester secrète, se dépêcher d'être brevetée. *Où est la liberté* ? La recherche politique n'est libre que pour autant qu'elle conforte la propriété capitaliste des moyens de production, les diplômes qui font le plus d'argent, le système électoral, la

¹⁵ Je distingue « critères » - pratiques - et « valeurs », emballage idéologique, « pratique » au second degré.

¹⁶ Au sens des dépenses en ressources matérielles, énergie, travail. Les économies de recyclage et de pollutions ne sont entrées que récemment dans les calculs. On s'en réjouit, mais elles fournissent de nouveaux alibis à l'indifférence générale envers le totalitarisme industriel et commercial.

justice qui épargnent les à-coups. Sort-elle de cette épure, elle passe pour séditieuse. La défense de l'environnement, même, la nécessaire décroissance des dépenses matérielles et énergétiques doivent passer par le maintien du Produit (monétaire) Mondial Brut... Ah, mais... comment voulez-vous faire autrement ? Mesurez le chemin parcouru... !

Nous avons effectivement connu, vis à vis des critères de comparaison basiques datant, pour certains d'entre eux, d'avant le démarrage du capitalisme, quelques débuts de libération. Nous y sommes d'autant plus attachés. Le même droit pour tous est venu corriger la force physique, « la naissance ». Plus récemment, la solidarité publique corrige la privation de soins ou l'obligation de travailler jusqu'à la mort. La contraception corrige certains effets de la condition biologique. De tous temps, certains procédés techniques ont éliminé des travaux physiques proprement inhumains.

N'oublions cependant jamais que les dispositifs correcteurs d'une certaine envergure se sont imposés à la suite de crises graves. Et que leur conquête n'a été acquise qu'à la suite de tristes considérations monétaires¹⁷ qui n'avaient rien à voir avec leur objet (un travailleur sain coûte moins cher qu'un travailleur malade, l'assistance publique fait désordre, nos voisins européens « l'ont » déjà). Ils peuvent d'ailleurs disparaître, comme on le voit aujourd'hui, et pour les mêmes raisons. Les travailleurs les ont conquis pendant des périodes où leur participation physique à l'économie matérielle était nécessaire. Elle ne l'est plus autant et finira donc par rejeter dans l'inutilité des millions d'Asiatiques après les millions d'Occidentaux.

*Le Marché que vise PROSPER
est un lieu de comparaisons libres
entre de multiples expériences.*

*Le Marché, sous sa forme actuelle,
ne les autorise et ne juge leur intérêt
qu'en fonction des profits monétaires.*

Dans l'ordre des comparaisons ou distinctions de plus petite envergure, le rapport avec le profit monétaire est beaucoup plus direct. La liberté de choisir entre tel ou tel produit est commandée par le profit que les entrepreneurs en tirent et la hauteur de vos revenus. Comme l'entrepreneur a intérêt à vendre, il a donc intérêt à proposer, à avantage égal, des prix plus bas. Il fait jouer la concurrence marchande. Comme le client est obligé d'acheter et que son intérêt est d'acheter des produits et services présentant le maximum d'avantages, en durée, distinction, sociale, et que ces avantages ont un prix, force lui est de chercher des postes qui procurent des revenus supérieurs. Il entre donc dans le cycle de la concurrence sociale.

Dans le cadre actuel, donc, qu'il s'agisse de comparaisons sociales ou matérielles, le seul mode comparatif autorisé, *le marché profond du « libre Marché »*, est indexé sur le profit monétaire et le pouvoir d'achat. *L'expérience* de la mise sur le marché d'un produit ou d'un service et l'*expérience* qu'en fait le client dépendent d'une seule et même donnée monétaire.

¹⁷ Lorsque la classe ouvrière avait encore une importance économique, la participation électorale la calmait. Sa bonne santé, son instruction, l'entrée en masse des femmes amélioraient son exploitation.

Au plan économique, l'hypothèse distributiste, largement reprise par PROSPER, procède à un renversement copernicien : distribuer les moyens d'échange non plus en fonction des profits monétaires tirés du travail mais directement des produits et services disponibles.

Elle en commet un autre au plan des libertés existentielles et matérielles : la capacité de choix doit porter non plus sur les produits et services offerts à des clients, mais sur la capacité d'expérimenter, c'est-à-dire de placer toute décision et action dans une perspective expérimentale.

Le Marché tel que le conçoit PROSPER est donc le lieu d'affrontements entre le maximum d'expériences, affrontements pacifiés par le fait qu'elles se présentent comme des expériences, douteuses par principe.

Pour PROSPER, les seules actions politiques qui vaillent sont celles qui augmentent et multiplient encore la liberté d'expérienciation. A propos... Connaissez-vous une liberté dont la liberté ne se prouve pas à celle de « faire l'expérience de »? (on en reparlera plus loin).

On ne doit donc pas s'étonner que les différentes expériences qui en découlent, éthiques, sociales, politiques, techniques, planétaires, étant elles-mêmes faussées, fassent monter le niveau d'insatisfaction, de violence et d'insécurité.

Jouant de ses promesses de « liberté », le prétendu « libre marché », astreint aux profits monétaires, *réduit sans cesse les marges d'expérience*.

La liberté de circulation des produits et services impose les produits et services les plus profitables et concurrentiels pour les économies des nations les plus puissantes, qui ne se gênent d'ailleurs pas de subventionner, directement ou indirectement, leurs propres entreprises. Dans ces nations mêmes, entre différentes expérimentations possibles aux plans technologique ou scientifique, seules sont retenues et poussées celles qui font le plus de profits et s'imposeront le plus vite.

La dernière douteuse amélioration en date pourachever de « prouver » que le Marché peut être vraiment vrai, bon, juste, *à condition qu'il soit totalement libre*, a été la mise en libre circulation des capitaux. Il s'ensuit que toutes les expériences locales - industrielles, agricoles, artistiques - se font laminer les unes après les autres. Au terme du prétendu « libre marché », si jamais on y parvenait, on ne verrait plus aucune différence entre les modes - *les expériences* - de vie, et la civilisation s'achèverait, comme dans tant de romans de science ou politique-fiction, par la juxtaposition de fourmilières ou termitières post-humaines en guerre les unes contre les autres.

Dans un essai sur « la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total »¹⁸, nous lisons : *On ne manifestera jamais assez de stupéfaction devant une instance politique qui explique benoîtement qu'elle doit se saborder comme telle alors même que c'est justement parce qu'il prétend à un empire absolu que le Marché doit être constamment surveillé.*

Cette stupéfaction, nous la partageons avec l'auteur et nous ferons tout pour la répandre. Mais *la mettre sous surveillance est encore une manière d'y consentir en diminuant ses méfaits. C'est son abolition qu'il faut mettre à l'ordre du jour.*

Pour mettre quoi à la place ?!!

Lisez PROSPER !

¹⁸ Dany-Robert Dufour, **L'Art de réduire les têtes**, Denoël, Sept. 2003, p. 97. Nous citons le sous-titre de l'ouvrage entre guillemets. Les propos du président Lula (Brésil) placés ici en exergue figurent p. 94.

*

PROSPER fait son Marché

2. Le peuple entrepreneur ou la démocratie concrète

Résumons. Dans l'économie capitaliste, tout entrepreneur, s'il veut poursuivre et développer ses activités doit viser des profits monétaires croissants. *La liberté de « choix » offerts par le sacro-saint « Marché » est donc pipée par l'obligation d'opérer des profits monétaires.*

Aucune entreprise, au sens le plus général, ne peut se poser ou penser autrement qu'en rapport avec le profit monétaire, soit en se créant un milieu aussi autonome que possible, à l'abri de la surveillance fiscale, soit pour en corriger les méfaits, ce qui n'est faisable, comme dans le cas précédent, qu'à condition de disposer de moyens monétaires suffisants pour agir avec une relative liberté matérielle ou même d'esprit, et donc d'être branché d'une manière ou d'une autre (par une retraite ou un salaire fourni tout exprès par un organisme d'Etat ou une ONG) sur la redistribution des profits.¹⁹

L'urgence d'abaisser les coûts pour augmenter les profits impose les mêmes produits, services et méthodes concurrentielles à tous les espaces sociaux et politiques. Ainsi « la liberté de choix », en principe synonyme de « libre Marché », se réduit-elle en proportion de leurs tristes succès. C'est d'ailleurs essentiellement sur ce point que portent les reproches que les « antimondialistes » ou « anticapitalistes » adressent à l'économie de Marché²⁰.

Revendiquée haut et fort par les idéologues du Marché, la liberté d'entreprendre y est en fait en berne et toujours menacée, dans une guerre des profits monétaires où les entreprises elles-mêmes sont aujourd'hui achetées et vendues comme de vulgaires produits par le biais d'opérations publiques d'achat (OPA) ou d'*« effets de levier »* (LBO).

Le Marché tel que *PROSPER* le conçoit, libéré du critère de l'utilité de profitabilité monétaire²¹, requiert l'attention non plus exclusivement sur ce qui arrive en phase finale sur le marché, dans le cadre d'une préoccupation quasi exclusive des prix, mais en amont, sur l'éventail des choix offerts dans la phase préparatoire.

¹⁹ Observons au passage que l'esprit général de « l'aide » aux exclus du profit monétaire est de leur permettre de participer « plus justement » à un système qui, une fois ceux-là tirés d'affaire, continuera d'en exclure d'autres, avec la participation de ceux qu'on aura « aidés ». V. « Commerce équitable ».

²⁰ Sans comprendre à quelles contraintes techniques réelles elle obéit et tout en la considérant comme la fin de l'histoire. V. pages couleur au centre de ce cahier.

²¹ Considéré uniquement sous cet angle ce « marché » se fait donc radicalement anti-utilitaire et anti-utilitariste.

Parmi les critères généraux qui doivent guider la production, PROSPER insiste tout particulièrement sur utile, sain, durable, beau..., aujourd’hui piétinés par l’urgence des retours sur investissements ou qui ne sont retenus que dans la mesure où ils sont assortis de profits.

Ex. : utile : le droit des peuples à se nourrir eux-même est, sur le plan du profit monétaire, contre-productif. Vendre des semences brevetées rapporte plus (via la soumission des agriculteurs). Sain : la preuve étant faite que les produits courants vous abrègent la vie, un marché « bio » s’impose, d’abord réservé à ceux qui ont déjà des espérances de vie supérieures du fait de leurs moyens monétaires. Durable est aussi gravement contre-productif, monétairement parlant puisque tarissant les ventes et les profits associés. Beau : oui, mais à condition de renouveler périodiquement les modes (v. obsolescence programmée).

Parmi les critères que nous estimons devoir retenir pour lancer une production ou un service figurent aussi « ne pas entretenir les hiérarchies sociales », « s’intégrer dans le réseau des usages existants ». Ces critères, dans le système actuel, sont là encore absolument inacceptables, puisque c’est la demande des chefs, autorisée par leurs salaires supérieurs, qui tracte celle du « bas de gamme » social, et qu’une proposition technique nouvelle est d’autant plus « intéressante » qu’elle déchire à son profit les techniques ou usages existants.

L’hypothèse que nous défendons ne renie rien de « l’esprit d’entreprise ». Elle apporte au contraire à tous les entrepreneurs ce qu’ils ont toujours désiré et bien au-delà de ce qu’ils ont jamais osé rêver. Et comme nous allons le voir, elle va jusqu’à créditer de cet « esprit » non seulement les patrons ou dirigeants mais tous les usagers.

Considérons pour commencer l’entreprise au sens le plus courant du mot, celle que matérialisent des bureaux, des ateliers, des usines, une flotte de camions, une marque, une déclaration au registre du commerce.

De quoi la direction d’une entreprise de cette sorte devrait-elle pouvoir exclusivement se soucier ? Quel est ou devrait être son « cœur de métier » en termes de « métier d’entrepreneur » ? Les profits humains (incluant donc ceux de l’environnement) des produits, services et hypothèses qu’il va proposer (« lancer »).

Ce souci des profits humains implique tout naturellement un ensemble de recherches, parmi lesquelles celle d’améliorations techniques qui libèrent du temps, diminuent les efforts, permettent de faire des choses plus gratifiantes.²² Les produits ou services nouveaux, ou leur renouvellement constamment amélioré (*humanisé* - rappel) vont s’intégrer dans une écologie de produits et services matériels qu’ils vont compléter, remplacer peu à peu ou brutalement. Ils participeront à l’affirmation des identités individuelles et collectives. Sur tous ces points - et d’autres, que nous vous laissons le soin d’explorer - ils obligent à prendre des risques, qui sont comme couronnés par le risque final : celui de voir le produit ou le service proposé rester sur le carreau.

Dans le cadre d’une économie reposant sur la croissance des profits monétaires, ce risque plombe la recherche entrepreneuriale. *L’éthique des profits humains se retourne en éthique du chiffre.* Privé des profits attendus, en effet, l’entrepreneur aura contre lui son banquier, ses actionnaires, et à plus ou moins brève échéance devra licencier. Aucun patron, groupe industriel ou commercial, ne peut se le permettre. Aussi recherche-t-il à forcer la sympathie que le client va éprouver pour ses différents produits,

²² Cette remarque a pour but de prévenir contre le mépris ou désaveu de « la technique ». Le « problème » de la technique n’en est un que parce que la recherche des profits humains (et environnementaux) que la technique peut apporter sont aujourd’hui corrompue par la recherche des profits monétaires.

que ses tentatives d'intimidation ou de séduction achèvent de constituer en marchandises au sens dérisoire du terme. A l'utilité pratique directe des produits et services offerts, par exemple, viennent s'ajouter des « utilités » de caractère symbolique, qui concurrencent les produits et services voisins à travers toute une mise en scène d'annonces et publicités dans des registres tels que l'attraction sexuelle, le rang social, la modernité, le progrès. On abaisse au maximum les prix, et, une fois votre clientèle fidélisée, on apporte aux produits ou services des modifications qui vous obligent constamment à vous recycler.

Il n'est donc pas étonnant que le client regimbe, même s'il a les moyens de « suivre », ni qu'il méprise l'entrepreneur, qui le lui rend bien et se méprise d'ailleurs tout le premier, car il n'est pas sans reconnaître que, même si rien de ce qu'il fait n'est interdit, la possibilité de le faire, les ruses qu'il déploie, sont loin de le grandir.²³

Dans le cadre d'une économie « distributive », *par construction non asservie aux profits monétaires*, constater que le produit ou le service proposés ne sont pas consommés ou utilisés n'a rien de tragique. On parlera alors sans honte d'*expérience*, avec d'autant moins de honte que ces produits ou services auront été conçus dès le départ comme des expériences, dont il est convenu, qu'elles peuvent, en tant qu'expériences, être suspendues à tout moment en cas de dysfonctionnement ou d'insidieuse sortie du cahier des charges. Lorsque l'*expérience* sera stoppée, ceux qui y auront participé ne devront pas chercher un autre « travail » pour subsister, comme c'est le cas aujourd'hui, puisqu'ils auront le revenu garanti. Ils bénéficieront au contraire pleinement de « l'échec », dans un esprit « expérientiel » traversant toutes les formations professionnelles et se poursuivra toute la vie. Ils s'investiront dans d'autres expériences, et ceci d'autant plus librement que les moyens de paiement de tous les usagers seront égaux.

L'obligation d'obtenir des profits monétaires croissants traite les produits et services en ukases et les consommateurs en cobayes.

La question des écarts de salaires, du rapport entre un travail salarié et la valeur humaine de celui qui l'exécute élargit celle du « cœur de métier », car quel devrait être le « cœur de métier » de chacun d'entre nous ? Faire des choses qui nous sont favorables et peuvent aussi l'être à d'autres. Faire du profit *humain*, un « profit » où le quantitatif est asservi au qualitatif et non l'inverse. Or dès l'enfance règne la préoccupation de reproduire la hauteur sociale acquise par la famille et dont témoigne celle qu'elle a dans l'échelle du salariat. Toutes les formations reçues sont comme infestées par le souci des salaires qui leur sont liés, au mépris de ce que nous aimerais faire. Les diplômes, qui monnaient nos capacités théoriques nous interdisent en pratique de « déchoir » dans des tâches qui n'en demandent pas, en demandent moins et sont de ce fait arbitrairement dévaluées. L'investissement personnel (investissement aujourd'hui réduit à « du travail ») de chacun d'entre nous dans nos différentes activités n'est donc pas plus « libre » de ce que nous apportons sur « le marché du travail » que l'investissement de tel entrepreneur n'est libre de mettre sur le marché un produit ou service qui ne « rapporterait » pas assez.

²³ Parole de patron : « On gagne un marché, on perd l'honneur ». Parole d'ouvrier : « Entre travail et dignité, il y a de l'écart ».

Du fait qu'ils lui doivent leurs moyens d'existence (par le biais du profit ou du salariat), les décideurs et travailleurs sont aujourd'hui tous soumis aux impératifs de la guerre économique.

Le revenu inconditionnel (reçu indépendamment de la quantité de travail fourni et des formations), universel (reçu par tous), complet (et largement suffisant, puisqu'il ne sera plus limité par les profits des entreprises) permet de relocaliser la démocratie et de l'exercer en amont, au moment de décider de quels produits et services on a l'usage, et non plus en aval, sous la forme de diktats consommatoires ou électoraux (produits et délégués étant pré-choisis par les entrepreneurs et des partis dits « de gouvernement » intéressés par force à la croissance des profits pour améliorer la redistribution d'Etat).

Disposant de moyens d'entreprendre et d'échanger assurés non plus sur les profits monétaires mais sur la base des richesses existantes, les usagers peuvent désormais librement lancer (ou participer à) des entreprises au titre de la production matérielle, des services ou de la recherche.

Ces entreprises seront autant d'expériences dont ils pourront contrôler en temps réel les conséquences sociales et écologiques et corriger l'organisation (si jamais par exemple elle tendait à reproduire les rôles d'exécutants serviles).

Rappelons brièvement le déroulement général d'une « mise sur le marché », dans une économie sans profits monétaires.

- Un usager ou un groupe « ont l'idée » d'un produit, d'un service, d'une recherche scientifique, d'une décoration, d'introduire un mode d'organisation ou gestion nouveau, d'améliorer certaines relations internationales... *Idée* se traduit par *expérience* et/ou *entreprise*. La liberté d'initiative, du fait que les revenus sont assurés pour tous est totale. La mise en concurrence d'une « idée » avec d'autres n'a, encore une fois, rien de tragique. On peut arrêter quand on veut.
- Deux cas se présentent. Ou bien vous pouvez assumer seul, et proposer par la suite ce que vous aurez fait en exemple à reproduire en plus grand, ce qui vous conduit au second cas. Ou bien vos moyens personnels sont trop limités. Dans ce cas, vous aurez recours à une aide publique.
- Il vous sera demandé de satisfaire au cahier des charges standard, où vous montrerez que vous avez le souci de procédures économiques en matériaux, énergie, transports, pollution, de procédures assurant un intéressement personnel maximal de la part de ceux qui se lanceront dans l'expérience, de l'intégration votre expérience dans un ensemble pédagogique, de la renouvelabilité, des impacts de votre entreprise sur les autres expériences en cours. Toutes choses qui ne se pratiquent aujourd'hui qu'à moitié, dans le secret et la concurrence.
- Votre dossier étant reçu, l'attribution de l'aide nécessaire, par exemple en monnaie non-circulante²⁴ (elle n'est pas thésaurisable, s'annule au moment de l'achat) a lieu par une technique strictement identique à celle de toute banque qui aujourd'hui déjà émet la monnaie d'un trait de plume (monnaie scripturale).
- Qui recevra le dossier ? Qui décidera du lancement, de l'arrêt... ? C'est à quoi nous allons essayer de répondre maintenant, à l'aide d'une problématique nouvelle, celle de la mise en expérience, de l'entreprise considérée comme expérience.

²⁴ Ou en crédit « matière ». **PROSPER** émet de sérieuses réserves envers le prolongement de l'usage de la monnaie, fût-elle non-circulante, à une époque où l'urgence est de « coller » au plus près des ressources par une comptabilité exclusivement « matière », assortie de « coefficient de renouvellement ». L'usage de crédits matière sous forme de codes-barre nous semble autrement approprié et renouvellera le métier de banquier.

PROSPER fait son Marché

3. Le droit à l'expérience

Souvent, au cours du débat qui suit une présentation de l'économie distributive, quelqu'un exprime son inquiétude au sujet du *revenu inconditionnel*. Celui-ci en effet disjoint les moyens de vivre de la quantité de travail fourni. On ne sera donc plus obligé de travailler ? Alors qu'est-ce qu'on va faire ? *C'est l'angoisse garantie !*

La réaction s'explique. On nous inculque tout jeunes l'angoisse du « travail » que nous « aurons » plus tard, du travailleur que nous *serons*. Mais cette angoisse, en même temps, on la réduit au moyen d'obligations diverses, qui nous apprennent à nous guider - et ruser aussi - dans l'ordre du devoir, couronné par quarante ans de salariat.

Dans les milieux où il faut aider les parents dans des tâches alimentaires comme je l'ai vu dans les années 50 en France sur les décharges, et comme ça continue dans les *favelas* et sous des formes diverses, souvent délinquantes, chez nous encore, la question *Qu'est-ce que je vais faire de ma vie ?* ne se pose pas. Les moyens de survivre, dans ce cas, sont limités. On ne choisit pas. Pas d'angoisse. Mais dès que les conditions s'améliorent, elles libèrent un désir autrefois soigneusement enfoui ou réputé bourgeois : celui de nous investir dans des activités gratifiantes, de poursuivre les expériences qui nous intéressent, tout en disposant d'une certaine réserves de moyens pour que ça ne fasse pas trop de casse si jamais notre investissement dans les activités que nous aurons choisies subit un coup d'arrêt.

La notion d'expérience, de *droit à l'expérience* le droit au risque *expérienciel* personnel, personnalisé, se dégage ainsi peu à peu d'un fatras d'autres notions. La libération des expériences sexuelles y joue un rôle non négligeable, et la reconnaissance des identités. Cette notion, cet idéal, seront un jour compris, partagés, par tous les peuples de la planète. Il deviendra de plus en plus clair que *le droit à l'expérience* recouvre des aspirations profondes de tous les hommes, qu'une déclaration comme celle des Droits de l'Homme n'exprime encore que très imparfairement. Il est probable qu'on écrira un jour son histoire, parallèle à celle des efforts conduits pour diminuer la peine des hommes. Je vois déjà le titre : *Histoire de l'humanisation...*

La force qui nous entraîne vers des expériences toujours plus libres est néanmoins constamment comme lestée par des raisons sérieuses de faire ce que nous allons faire. Nous enveloppons nos projets, les *désangoissons*, dans des justifications de caractère général, qui transcendent notre cas et notre époque. Des raisons que nous endossons avec une certaine fierté, sincère ou de convention, mais leur usage même, remarquez-le, nie le caractère *expérienciel* de l'expérience. Elles nous changent en braves petits soldats. La liberté s'y inverse en déshumanisation, sinon en totalitarisme. *Humanisation* et *déshumanisation* se trouvent ainsi faire une seule histoire en deux brins mêlés...

Présenter l'hypothèse d'un revenu universel, complet, garanti sur les produits et services existants, fait revivre la même sorte d'expérience que celle que nous avons vécu à l'époque où les rêves d'émancipation des femmes (et que certains du genre masculin partageaient avec elles) étaient sans cesse contrés par le « réalisme » ambiant.

La plupart d'entre elles étaient convaincues qu'elles avaient les mêmes droits que les hommes et que ce serait donc « bien » si elles (si « on ») réussissaient à contrôler les naissances. Elles n'entrevoyaient toutefois ce désir qu'à travers les barreaux qui leur étaient imposés. Ne pouvant faire sauter les barreaux, elles préféraient donc, et ceci majoritairement, « changer leurs désirs plutôt que l'ordre du monde » et bondissaient d'horreur à l'idée que la putasserie naturelle des autres (femmes) allait se donner libre cours...

Les barreaux sautèrent - comme avaient sauté ceux des droits qu'on tenait de naissance et ceux de l'esclavage - et après coup on ne sait plus bien comment. Il n'a pas été facile-facile aux femmes qui les virent sauter (pas plus qu'à celles et ceux qui les firent sauter) d'assumer la nouvelle « condition féminine » (et masculine qui en découlait!). L'atterrissement dans l'hypothèse que nous soutenons réserve des difficultés identiques. Préférez-vous le statu quo ?

Aujourd'hui encore, le marché aux justifications, renouvelé des anciens, est toujours aussi bien achalandé en raisons plus évidentes les unes que les autres. Certaines sont très concrètes : les choses à faire sont présentées comme utiles, urgentes. S'il arrive que l'utilité ne soit plus aussi utile et que l'urgence fasse long feu, on leur trouve vite d'autres contenus ou prétextes, et c'est reparti pour de nouvelles expériences dont on ne déclare évidemment pas qu'elles en font... D'autres raisons se présentent comme des sagesses. Elles enveloppent le plan de vie : bien travailler à l'école pour avoir la bonne situation qui permet d'assumer le mariage, la maternité ou la paternité, les enfants, une retraite bien méritée... Sagesses pour ainsi dire passives, qui ne demandent apparemment pas de décision : *il y a* des diplômes, des hiérarchies sociales, des chefs et des subalternes, *il y a* des élections. Il en faut, *c'est comme ça* vous savez bien, on ne va pas en discuter toutes les cinq minutes...?

Il arrive pourtant qu'on en rediscute, comme de ce qui était utile, de ce qui était urgent. Pourquoi ? Parce que « ça ne marche plus », parce qu'on ne supporte plus...? Difficile à dire, expliquer. On s'arrête à « ça suffit » - *comme ça*. « Comme ça » s'est retourné. Vous entendrez rarement « l'expérience a suffisamment duré ». Le refus est aussi global, émotionnel, que l'accord pouvait l'être. Aucune analyse de l'usage, de l'expérience, qu'on a fait de ceci ou cela, dans un certain environnement d'usages. On cherche des coupables et dédouane les veaux qui leur ont emboîté le pas.

Observez : quand nous entreprenons quelque chose, que ce soit une relation avec quelqu'un ou une fabrication, une œuvre, il est tout à fait exceptionnel que nous disions que nous allons en faire l'expérience. Cette *expérience*, pourtant, n'est-elle pas la seule justification de notre désir de faire ce que nous allons faire ? Et ceci même lorsque ce que nous nous proposons de faire suit un modèle courant ? Car si nous le suivons, ce modèle, n'est-ce pas parce qu'en faire l'expérience nous séduit ? Pourquoi ne pas le dire d'entrée, et surveiller de plus près les modes de séduction ? Quand l'échec est patent, par contre, il arrive – dans certaines conditions et pas après n'importe quelle expérience – que le mot « expérience » soit prononcé. Pourquoi attendre que l'expérience soit close pour la qualifier d'expérience ? Pourquoi faut-il attendre un certain âge pour être reconnu comme personne « d'expérience » ? Certains ont vécu en couple toute leur vie. Tenu dans leur métier toute leur vie. Dans leur maison, leur région, leur religion, toute leur vie. Ils seraient étonnés de vous entendre dire : « ah, c'est une expérience ». Pourtant ? Ont-ils

vécu ce qu'ils ont vécu comme des mécaniques ? N'ont-ils pas au contraire fait tout ce qu'il fallait pour qu'elle dure ? En expérimentant « certains accommodements »²⁵ en cours de route avec le ciel ou sel de la vie qu'il s'étaient « choisie »... ?

Pourquoi le fait de vivre toute chose comme une expérience n'est-il pas *toujours*, aussi bien dans nos « états » (sexués, nationaux, filiaux) que dans nos actions, reconnu comme tel ? Pourquoi *le fait expérienciel* constitue-t-il encore aujourd'hui une sorte d'impensé de la pensée, de refoulé de toute pensée, aussi bien au niveau de la pensée de ce que nous visons qu'au niveau des décisions et de la suite d'actions qu'elles déterminent ? L'analyse de cet *impensement* ou refoulement ne manquerait pas d'intérêt, mais ne peut aujourd'hui se faire que dans le cadre actuel de l'économie à laquelle il est, dans sa forme actuelle, précisément, attaché. Elle contribuerait donc encore à nous confiner dans ce cadre²⁶. Demandons-nous plutôt ce que l'hypothèse économique et sociale que nous défendons - donner à tous les usagers les moyens d'une libre expérience des produits et services disponibles - y changerait.

le marché expérienciel

J'ai déjà esquissé ce qui se passerait sur un tel *marché*, où plein de propositions d'emploi, d'emploi de notre temps, de nos capacités, nous seront comme aujourd'hui offertes, à ceci près, 1. que nos choix dépendront désormais de l'intérêt intrinsèque *de l'expérience* et non plus de ce qu'elle va rapporter en moyens de survie ou de luxe, et, 2. que nous pourrons plus facilement être à l'origine de l'offre. Ces deux points doivent toutefois être considérés en fonction de la distinction, en prise directe avec la problématique de l'expérience, sur laquelle **PROSPER** est déjà souvent revenu, entre *les besoins* et *les usages* qui en sont faits.

Pour résoudre l'angoisse, encore une fois, rien de tel que de trouver de braves urgences, inscrites dans la nature humaine, ou des grands principes. Les distributistes historiques, comme les autres, se sont jetés sur les « besoins », espérant ainsi passer pour aussi sages, réalistes, progressistes et la suite, que les communistes et les planistes de tous bords de l'époque. Eux aussi seraient capables de mettre au travail, mieux que les patrons ne l'avaient jamais fait, « des gens » dûment mis au service d'une « économie des besoins » enfin rationnelle.

PROSPER s'est insurgé dès le début contre ce planisme. L'autoritarisme, le dogmatisme idéologique ou social, n'ont en effet jamais eu de meilleur alibi que « les besoins », considérés comme du donné brut, devant lequel il n'y a qu'à s'incliner pour mieux les satisfaire, et devant le pouvoir qui vous les satisfait, sauf à vouloir passer pour traître ou séditieux. L'usage de la notion de « besoins » ne les fait relever de l'expérience que d'une manière dérisoire, pour constater qu'ils existent, qu'on s'y cogne. Leur expérience, en somme, s'arrête à la *représentation* de leur dure réalité. En pratique il n'y a pas trente-six façons de s'y prendre : celle que vous savez, que vous avez apprise, est de toute évidence la bonne, la seule, la meilleure...

Il arrive malgré tout qu'elle change, et même se discute. J'y ai déjà fait allusion. C'est une discussion de cette sorte que l'écologie a rouverte, après celle qui avait eu lieu en 68. Elle l'a rendue de plus en plus impérative, dégageant mieux que jamais le fait que

²⁵ Aventures extra-conjugales, bricolages, vacances, voyages.

²⁶ Et s'achève en ce que j'appelle « rumination objective » : les observations de l'auteur, aussi pertinentes soient-elles, ne permettent pas d'imaginer autre chose. V. l'excellent ouvrage de Dany-Robert Dufour, *L'art de réduire les têtes, sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'heure du capitalisme total*, Denoël 2003.

*En libérant la possibilité d'interroger
et de choisir l'usage que le marché sociétal
fait des besoins, l'hypothèse distributiste
met l'expérienciation au cœur du politique.*

certaines façons de résoudre les besoins avaient pour effet de les multiplier et de nous en rendre toujours plus dépendants. Mais pour lever ces deux hypothèques, multiplication et dépendances, qu'a-t-elle jamais proposé d'autre que de vains appels aux consciences individuelles dont l'addition aboutirait à une gouvernance capitaliste plus soucieuse de l'environnement ? Et que trouverons-nous au bout ? Un planisme écologique totalitaire, où les produits et services nous seront imposés en fonction, comme aujourd'hui, des impératifs d'une croissance monétaire fouettée par des raretés nouvelles.

L'hypothèse du revenu inconditionnel complet, garanti sur les produits et services existants change tout. L'adopter permet de maintenir la discussion ouverte sur tous les marchés de l'*expérienciation* sociétale. A commencer par celui de l'emploi, puisque rien ne vous oblige plus à accepter des conditions de travail humiliantes et de fabriquer en toute irresponsabilité n'importe quoi. L'usage que nous avons de ce que nous produisons sera cette fois vérifié, *expériencié*, en tant qu'*usage*²⁷, c'est-à-dire comme quelque chose qui a une histoire, qui nous a façonnés mais que nous ne sommes peut-être pas obligés de continuer. Nous y serons d'autant moins obligés que nos moyens de survie - les salaires et les hiérarchies concomitantes - n'y seront plus attachés.

Et au niveau des décisions ?

A ceux qui nous mettent en garde contre le fait que des propositions « partent dans tous les sens », nous répondrons calmement que c'est déjà le cas aujourd'hui, à ceci près que l'inventivité, capacité merveilleuse, doit passer sous les fourches caudines d'une économie utilitariste par construction, où la première des utilités est de faire du fric et de vous asservir aux besoins qui en font. Mais les décisions, il faudra bien qu'elles se prennent « quelque part » ? C'est sûr, et là-dessus que je vais terminer.

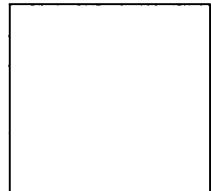
Où se prennent-elles aujourd'hui ? Au sommet des entreprises, de l'Etat, à la Bourse, et sur des champs de bataille confus entre riches et entre riches et pauvres. Ce « lieu » est l'objet de multiples études et dénonciations mais nous distrait du principal : savoir sur quoi portent les décisions et comment elles sont suivies, vécues. Ma réponse, vous l'attendiez, est qu'elles portent déjà, et même depuis toujours, sur *des expériences*, dont l'impératif, depuis le début de l'ère industrielle, est on ne peut plus catégorique, puisque leur maxime est de les imposer au monde entier en tirant le profit monétaire maximal. Tout au long de telles expériences, même si elles ne sont pas vécues, proclamées, prononcées comme telles, mais où chacune constitue un *pronunciamento*, un *coup social* comme vous diriez un *coup d'état*, ceux qui en portent la responsabilité vérifient si les hypothèses sur la base desquelles ils ont obtenu des crédits et séduit des actionnaires tiennent la route. Et quand elles ne la tiennent pas ? Ils font comme certains chercheurs : ils ont recours à des hypothèses qu'on qualifie, dans le milieu de la recherche, d'hypothèses *ad hoc*, comme une personne qui a une addiction à l'alcool et soigne sa déprime en buvant davantage. Les partisans du « libre marché », constatant ses impasses et dégâts, revendentiquent encore plus de « liberté » et accusent les services publics de fausser la concurrence libre et parfaite.

En mettant *l'expérience* en avant, donc, je n'invente rien : c'est déjà comme ça que ça se passe, comme ça que ça se décide. Mais ça se passe, se décide mal... Les sociétés n'ont jamais fait autre chose que *des expériences*, en camouflant qu'elles en faisaient, pour se les imposer plus sûrement à elles-mêmes comme aux autres. Leur histoire est une longue suite d'expériences, d'expérimentations qui se décidaient comme

²⁷ En tant qu'*usage* plutôt qu'en tant qu'*utilité*. « L'utilité » connote inexorablement une conception fatalitaire des besoins. Elle est tournée vers l'*expérimentation* telle que nous la dénonçons ci-dessus.

étant absolument indispensables, au mépris de leurs ingrédients, vivants ou matériels, et de leurs retombées, rompant dès le départ avec la prudence *expérientielle*, se sont traduites par toutes sortes de violences faites à soi-même, aux autres peuples, et à la planète d'une manière qui va s'aggravant.

Notre hypothèse de travail rompt avec cette absolue indispensabilité. *La maîtrise de leurs usages par les usagers*, qui nous sert de devise, signifie avant tout la maîtrise de cette indispensabilité par tous les entrepreneurs, agissant en tant que personnes ou groupes *expérienciatis* en qui on peut d'autant plus facilement faire confiance qu'ils pourront conduire leur affaire comme une *expérienciation*, en *expérienciateurs* libérés des comptes de bilan et des solidarités oligarchiques. Qu'il faille encore y réfléchir, certainement. Vaste chantier, vaste marché aux idées et pratiques nouvelles, auquel une politique-fiction comme KRONIX [v. dernier § du texte suivant] peut aussi contribuer. Une *histoire de l'expérience*, une épistémologie de l'expérience, qui montreraient ce qui code implicitement l'expérience seraient également bienvenus.



Qu'est-ce qui t'a pris d'intituler ces trois articles « *PROSPER fait son marché* » ?

Parce qu'à peine tu as fini de montrer la possibilité d'une économie sans profits monétaires, quelqu'un s'écrie, pour s'en désoler, qu'il n'y aura donc plus de marché. Parce que le marché actuel est encore, pour la plupart, synonyme de diversité, de liberté...

N'ayant pas encore bien réfléchi à la façon dont les produits et services seraient décidés, et pas aidé par les distributistes historiques, qui en étaient restés aux conditions de production d'avant-guerre, j'ai pris le taureau par les cornes et invite les amis de *PROSPER* a en faire autant.

Commençons par : « votre marché n'a rien de libre », il ne vend que ce qui fait du profit, et vous dans le tas. Vous n'y êtes pas plus libre qu'aucun de vos entrepreneurs. Celui de *PROSPER* est bien mieux achalandé, par des entrepreneurs libérés du profit mais qu'on n'a pas envie de voir réenchaînés par des « besoins » technocratiquement contrôlés.

La réflexion se poursuit dans trois directions.

1. Le « cœur de l'entreprise » (son but) compte, mais celui de l'entrepreneur aussi. Ils sont tous les deux bridés par l'obligation des profits monétaires.

2. A partir du moment où la bride disparaît, pourquoi le droit d'entreprendre serait-il réservé à une minorité liée aux possédants ou à une nomenklatura ? Le fait qu'ils disposent d'un revenu garanti sur les produits et services le met entre les mains de tous les usagers.

3. Sur quelles bases va s'exercer le contrôle ?

A la dernière question on peut toujours répondre que les projets d'entreprises doivent recevoir l'aval de banques qui contrôlent les ressources, les retombées sociales et écologiques du projet et simuler son application dans la durée. Contrôle technique, celui du magasinier. Il y a ou n'y a pas, pour longtemps ou non. La banque n'a pas à en dire plus. Ce sera déjà bien plus que ce que disent les banques actuelles, qui se moquent des conséquences pourvu que les sous-prêts leur fassent des petits.

Mais dans notre cas de figure, puisque tous les entrepreneurs associés aux entreprises étant désormais sur un pied d'égalité, ils peuvent la quitter pour un oui ou un non, puisqu'ils ne comptent plus sur aucune en particulier pour assurer leur survie. Il faut qu'ils y trouvent un intérêt personnel *non matériel*. Ce qui sera le cas si elle se présente pour eux comme une expérience.

Une expérience, c'est-à-dire quelque chose qu'on fait en sachant 1. qu'elle en est une, et ne peut rien faire d'autre 2. qu'on l'arrête ou poursuit pour des raisons qui tiennent en partie à la vérification de ce qu'on en attendait (elle rate ou réussit), 3. qu'elle en apprend toujours plus ou autre chose que ce qu'on avait prévu.

Si je dis : « Le marché dont *PROSPER* fait la promotion est bien plus ouvert, plus riche, que ce qu'on entend habituellement par marché. » - Ah

bon ? Et on y vend...? » Je réponds quoi ? « De l'expérience » ? « Les expériences auxquelles vous avez droit ? » - De quelle expérience vous parlez ? Qu'est-ce ce que c'est que ce « droit » ?

Tu réponds que venir au monde promet une longue suite d'expériences, et que celles que nous menons - qu'on justifie de diverses façons - ne sont pas du tout vécues comme une suite d'expériences mais comme une suite d'obligations.

Il nous arrive de les ressentir comme telles. Qu'est-ce qui nous révolte alors ? Le non-droit à l'expérience choisie, et même à l'expérience tout court. De n'avoir tout juste le droit qu'à l'existence mécanique, d'emboîter ce qu'on nous assigne à être. Ou que notre liberté consiste à se résigner à la place que nous attribue le marché social.

En nous révoltant, nous nous référons sans bien le savoir ni encore le vouloir à un droit de l'homme à l'*expérience* - pas besoin de préciser « choisie » - qui contient tous les autres droits.

Expérience, dans ce sens, est beaucoup plus... fort qu'expérience au sens courant ?

C'est précisément cette *force* qui me semble inspirer toutes nos revendications et qu'il s'agit de libérer par une politique de *l'usage comme expérience*.

Pourquoi « le droit à l'expérience » contient tous les autres ?

Parce que quel que soit le « droit » que tu as d'être mâle ou femelle, de telle nationalité, telle origine ou métier, c'est un droit nul si tu ne peux en faire l'*expérience* au sens où tu l'*expériencies*, le mets en question tous les jours, ressens qu'il a quelque chose de contingent, change d'un moment à l'autre...

« Expérienciation » ?

J'ai vu pour la première fois le mot écrit dans une présentation du pragmatisme, pour traduire le suivi à la fois sensible et intellectualisé que les usagers ont de leurs pratiques. Il m'a semblé en harmonie avec l'*usage* des choses, du « monde », et aide à distinguer leur *usage* toujours plus ou moins douteux, de leur utilisation directe, restrictive.

Mais ton expérienciation elle se décide comment ? où ? Tu n'en parles nulle part.

Est-ce parce qu'une entreprise aura été acceptée avec une confortable majorité qu'elle sera meilleure ? Ou même seulement « bonne » ? L'*expérience* se prouve en l'*expérimentant* !

Aujourd'hui, le fait qu'une entreprise ait été votée « démocratiquement » oblige à la poursuivre même en cas d'erreur, d'impossibilité. C'est le cas des guerres comme du nucléaire comme des abattoirs de La Villette ou de l'avionique européenne. Dans notre cas de figure, n'importe quel associé peut tirer l'alarme.

Dans *PROSPER 17*, Thomas Houard pose la question « comment faire émerger démocratiquement une décision collective ». Tu réponds déjà dans la perspective d'une société où les entreprises seraient traitées comme des expériences.

Ce cahier-ci a été rédigé en période électorale, propice à s'interroger sur le piège des élections. *Mort à la démocratie*, un essai de Léon de Mattis [l'Altiplano 2007], confirme que les élections en sont bien un, mais ne donne pas de solution. Je continue de la chercher dans KRONIX, qui décrit une société distributiste instaurée d'ici cent ans.

Formés ou déformés par des siècles de décisions prises par le prince, les princes de l'argent ou des majorités, nous imaginons mal qu'elles puissent être acquises sur la base de la confiance qu'on ferait à des entrepreneurs librement associés à d'autres et qui, libérés du critère du profit et des hiérarchies qu'il induit, à l'intérieur de l'entreprise comme au dehors, seraient désormais assez *grands*, comme on dit grand garçon, grande fille, pour s'apercevoir d'eux-mêmes si ce qu'ils font tient la route et partager leur expérience avec toutes les personnes intéressées à l'entreprise - en principe « tout le monde », mais dans ce nouveau cadre le concept demande lui aussi à être revisité.

A la fin de la première livraison de KRONIX [dont nos abonnés ont reçu gratuitement la première version de la première partie et dont la seconde version sera directement mise dans le commerce en même temps que ce cahier], deux personnages, sont pris d'hilarité en imaginant un *Code de l'Expérience*. Leur réaction s'accorde avec les questionnaires de « l'office de la conversation civique », dont l'objet n'est pas de recueillir des avis pour prendre des décisions mais de favoriser l'*auto-questionnement*, l'*expérienciation* continue des usagers à propos de leurs consentements et refus (dont ils peuvent changer la seconde suivante).

La réflexion sur la démocratie a jusqu'à présent surtout porté sur le commandement. Elle a négligé le pouvoir du consentement. KRONIX aidera à y voir plus clair, et *PROSPER 19*...

oooooooooooo

PROSPER

18

- 2. *présentation*
- 3. Deux colères et un manifeste
- 5. **Une nouvelle stratégie**
- 6. *Les tranchées, c'est fini*
- 8. **L'outil de base**
- 10. *Les tranchées c'est fini, 2.*
- 12. **Un nouveau dispositif économique**
- 14. **Un nouvel horizon politique**
- 16. *Des élections préhistoriques*

au centre (pages couleur)
Opération vérité

*Elle s'adresse à ceux qui se disent anti-capitalistes ou alter-mondialistes
mais ne revendiquent en fait rien d'autre
qu'un capitalisme ou une mondialisation moins féroces.*

- 18-19 : exposé des trois temps de la redistribution des profits monétaires, suivi de la démonstration que les protestations des « anti » n'ont aucune prise sur eux.
- 20. **Toutes les hypothèses de l'expérience capitaliste sont invalidées**
Il ne s'agit plus de dénoncer « les profits » ou de les vouloir plus « justes ». Le seul objectif politique, écologique et social sérieux est de créer des richesses sans en attendre de profits monétaires et de distribuer les moyens d'échange proportionnels. Maîtrise des usages et relocation suivront.
- 22-34 : **PROSPER FAIT SON MARCHÉ.**
Comparaison entre le Marché tel que le conçoit PROSPER et celui qui lamine aujourd'hui les peuples et ravage la planète. (1. Un marché vraiment « ouvert » - 2. Le peuple entrepreneur ou la démocratie concrète - 3. Le droit à l'expérience).
- 35 : *Expérience, expérimentation, expérienciation.*
« Le droit à l'expérience » résume ce que nous revendiquons au titre des Droits de l'homme.

PROSPER

Les Salles, 30570 – VALLERAUGUE
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert
ISSN : 1621-5540
courriel : prosper.dis@wanadoo.fr
WWW : prosperdis.org

abonnement : 25 euros

ce numéro : 4 euros